

tribune

PSU

socialiste

VIETNAM

VICTOIRE

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DES-
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-
LUS - Gilbert HERCET - Jean-François
MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro : Jacques
BLEIBTREU - Emmanuel CAROUBE -
Marie DEVEZE - Rémy GRILLAULT -
Christian GUERCHE - René LANARCHE
- Adrien LEBEL - Dominique NORES -
Yves PELISSIER - Ginette PIGEON -
Michel ROCARD - Jacques THIBAUT.

Directeur de la publication : Guy DE-
GORCE.

Rédaction, Administration : 9, rue
Borromée, PARIS (15) - 566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e
Tirage : 25.000 exemplaires.

ASSASSINAT

Ce télégramme a été envoyé au
parti africain pour l'indépendance
de la Guinée et du Cap-Vert :
PSU profondément indigné nouvelle
lâche assassinat camarade Amilcar
Cabral par fascistes portugais.
Affirmons fraternelle sympathie et
solidarité militante ensemble com-
battants dirigeants PAIGC.

MICHEL ROCARD
Secrétaire National du P.S.U.

CALENDRIER POLITIQUE

- 24 janvier, QUIMPER : Meeting avec
Robert Chapuis et Jean Le Garrec.
- 25 janvier, GRENOBLE : Meeting avec
Michel Rocard.
- 26 janvier, CHARLEVILLE : Meeting
avec Daniel Lenègre.
- 27-28 janvier, PARIS : Session de la
Direction politique nationale.
- 31 janvier, MEUDON-LA-FORET : Débat
sur l'autogestion, avec Georges Con-
stantin et Jean Le Garrec.
- 1^{er} février, NANTES : Meeting avec Mi-
chel Rocard.
- 2 février, BESANÇON : Meeting avec
Philippe Simon.
- 2 février, CLAMART : Meeting avec
Michel Rocard et Jean Le Garrec
(salle des fêtes de la mairie).
- 2 février, CHAMBERY : Meeting avec
François Soulage.
- 3 février, SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE :
Meeting avec François Soulage.
- 8 février, REZE : Meeting avec Robert
Chapuis.
- 8 février, SAINT-ETIENNE : Meeting
avec Michel Rocard.
- 8 février, ROUEN : Meeting avec Gérard
Féran et Pierre Bourguignon.
- 9 février, AMIENS : Meeting avec An-
dré Barjonet.
- 10-11 février, PARIS : Assemblée des
secrétaires fédéraux et de présenta-
tion des candidats.

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

N°

Ville

N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 60 F 6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Je souscris un abonnement-diffusion (1)

1 an (52 numéros) 50 F 6 mois (26 numéros) 30 F

Abonnement couplé avec la revue bimestrielle « Critique Socialiste »

1 an 6 numéros « C.S. » 52 numéros « T.S. » 87 F

AVEC VOTRE ABONNEMENT d'un AN, vous recevrez le livre « Des
militants du P.S.U. », présenté par Michel Rocard.

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

(1) Les abonnements-diffusion s'adressent à des lecteurs déjà abon-
nés désirant diffuser, à titre individuel, un ou plusieurs exemplaires
du journal.

7 JOURS DANS T.S.

■ Allons-nous les laisser mourir ?
Deux femmes, deux ouvrières, ont
entamé depuis près d'un mois une
grève de la faim pour la reconnais-
sance de ces droits élémentaires
que sont le droit au travail et au
logement. Les sœurs Huet...

Que faudra-t-il donc pour que leur
lutte pleine de calme, de dignité,
d'assurance tranquille mais aussi de
détermination permette à ces deux
couturières de réintégrer le loge-
ment de Saint-Mandé qui est aussi
leur outil de travail ?

Qu'elles viennent à mourir et vous
verrez la presse — grande et pe-
tite — se jeter sur les sœurs Huet
devenues alors des héroïnes d'un
beau fait divers. Ce que Jean Fer-
niot appelle « la célébrité des
pauvres »...

— Mais, me direz-vous, qu'est-ce
que cela a à voir avec la politique ?

— Tout. Justement. Toute l'injustice,
l'absurdité, la monstruosité de la
société capitaliste est concentrée
dans leur histoire. Puisque au nom
du droit de propriété, au nom de
la loi des promoteurs et des pa-
trons, on leur enlève logement et
travail — le droit de vivre. Sans
autre issue que la lutte jusqu'au
bout.

— Mais non, continuerez-vous,
vous mélangez tout. Il s'agit là d'une
erreur administrative, regrettable
certes, mais qu'il faut régler dans
un souci d'humanité et sans l'en-
venimer de querelles politiques...
D'ailleurs, même le sénateur-maire
UDR de Saint-Mandé est venu les
voir. Parlez-nous plutôt des élec-
tions — ça c'est de la politique.

— Le sénateur-maire UDR... La poli-
tique. Le discours de Messmer à
Provins cesse d'être du cynisme et
de la propagande pour confiner à
l'ignoble, à l'odieux. Quant aux
sœurs Huet, vous savez, elles ris-
quent de ne pas pouvoir attendre
le triomphe du programme commun.

■ Alors ? Alors justement, il faut
le dire et le redire, à tous ceux, de
droite et de « gauche » qui oppo-
sent le « social » (les luttes popu-
laires) et la « politique » (les élec-
tions) qu'il s'agit d'un seul et même
combat. Pour le pouvoir aux tra-
vailleurs. Voyez le reportage de

Jacques Bleibtreu sur Cégédur (pa-
ges 8 et 9). Ce papier nous a posé
des problèmes : parce qu'il dit la
vérité. Et parce que nous ne vou-
lons pas prêter le flanc à ceux qui
nous accusent « d'anti-cégétisme
systématique ». Quel sens prend le
combat pour le programme commun
s'il passe par l'étouffement des
luttes populaires ?

Conjuguer la lutte électorale et la
lutte dans les entreprises et les
quartiers, le P.S.U. s'y emploie
chaque jour : nos candidats étaient
avec les travailleurs immigrés qu'on
expulse de leurs foyers dans le
XV^e ou le XX^e arrondissement (page
11). Un même combat : pour le so-
cialisme et l'autogestion.

■ L'autogestion : ce fut le thème
d'un colloque organisé le week-
end dernier par quatre revues et
soutenu par diverses organisations
dont le P.S.U. Nous publions en
dernière page la résolution finale du
colloque.

Mais ici encore, nous n'avons pas
voulu que la réflexion théorique se
fasse au détriment de la solidarité
concrète avec les combattants viet-
namiens. Etat de siège : ce n'est
pas seulement le titre du prochain
film de Costa-Gavras, dont les af-
fiches fleurissent sur les murs de
Paris, c'est aussi la juste évaluation
du dispositif policier mis en place
par Pompidou et Marcellin. M.
Nixon peut les remercier : la pro-
tection casquée et bottée de l'am-
bassade US était à la mesure de
l'ampleur des crimes de guerre
américains. Nous rendons compte
de la manif' qui s'est déroulée à
Paris au moment où « M. le Pré-
sident Nixon » — comme on disait
naguère « M. le Chancelier Hitler »
— était solennellement investi à
Washington (page 12). Manifs en
province, aussi, parfois dures, puis-
que notre camarade Yvan Craipeau,
membre de la D.P.N., a été traduit
devant le tribunal des flagrants délits
à Nice et qu'à Rouen, Pierre
Bourguignon, membre du B.N., s'est
fait matraquer par les forces de
l'ordre.

D'ailleurs les flics eux-mêmes com-
mencent à se poser des questions :
le syndicat C.G.T. de la Préfecture

de police appelle de ses vœux
« une police unifiée, démocratique,
au service de la population » (page
6.)

■ Mardi 12 h. — A l'heure où ces
lignes sont écrites, on attend tou-
jours la signature des accords de
cessez-le-feu au Vietnam. On at-
tend. Toujours. Cela fait vingt-huit
ans que les Vietnamiens attendent
la paix. Et il y a des choses qu'il
sera impossible d'oublier : Yves
Pélessier rappelle (page 12) ce que
signifie l'intolérable.

L'intolérable est loin. Comme sont
loin les Comores où M. Pompidou
n'ira pas se faire le témoin des lut-
tes pour l'indépendance de ces peup-
les à qui on a fait le coûteux ca-
deau de la nationalité française.
(Page 13.)

■ Puisque tout cela est décidé-
ment loin, revenons en France. Une
France que la propagande gouver-
nementale nous décrit chaque jour
comme riche et prospère. Appa-
remment les Français ne sont pas
de cet avis. Alors, qui en profite ?
C'est la question que pose notre
dossier économique (pages 4, 5, 6)
à propos de la baisse du franc, du
plan anti-hausse et d'un bilan de
l'année 1972. Dossier que nous
complèterons la semaine prochaine
par une interview de Michel Rocard
sur la fuite des capitaux.

Et puisque vous vouliez de la poli-
tique, la campagne électorale conti-
nue. Cette semaine, nous versons
au dossier de notre rubrique « En
battant la campagne » les bonnes
feuilles d'un compte rendu de man-
dat de M. Rocard (page 7). La se-
maine prochaine, nous irons dans
les Côtes-du-Nord, avec Pierre Jos-
selin, et en Meurthe-et-Moselle.

■ Un dernier mot. Les « deux du
fond » que Bernard Langlois avait,
il y a deux semaines, désigné à
l'opprobre publique pour n'avoir pas
fait d'abonnement à « T.S. », vien-
nent de nous faire savoir que mis-
sion est accomplie. Merci et bravo.
Mais j'en vois deux autres qui
viennent d'entrer...

Jean-François MERLE ■



Des amis coopérants et moi nous
avons été déçus par la tribune li-
bre du numéro 559 qui laisse enten-
dre que le comportement du coo-
pérant progressiste se limite à
« essayer de ne pas être trop sa-
laud ». Peut-être le cas de la Côte
d'Ivoire est-il différent de celui de
Madagascar et les partis d'oppo-
sition sont peut-être moins dévelop-
pés ou plus réprimés, je ne sais
pas, mais il doit être possible ce-
pendant d'essayer d'entrer en con-
tact avec certains groupes syndi-
calistes ou politiques ou avec des
travailleurs non organisés pour étu-
dier la situation dans les boîtes.

Par exemple : les différences de
salaires entre Européens et locaux
etc., et s'en faire ainsi l'écho dans
la presse nationale ou internatio-
nale. Les journaux de la presse ca-
tholique, quoique de ligne fort in-
cohérente ou en tout cas fort in-
satisfaisante, sont souvent assez ou-
verts. L'essentiel est que l'article
soit habile et fasse appel à la con-
science chrétienne du directeur du
journal et son amour de la véri-
té.

Le travail anti-colonialiste auprès
des Français ici et de l'opinion en
France est très important. Celui

de la diffusion des analyses et des
mots d'ordre des organisations pro-
gressistes de chaque pays.

En résumé, une attitude active est
possible et non pas seulement une
attitude passive et de moindre
mal. Cependant cette attitude ac-
tive doit être prudente à cause
de l'agressivité des services con-
sulaires français : c'est la leçon
que nous tirons de notre expérien-
ce. Toute action ou toute prise de
position doit apparaître la plus col-
lective possible et être liée aux col-
lègues nationaux ou alors rester
strictement anonyme.

Z... (Madagascar).

Camarades chéri(e)s,
Ci-joint le numéro 1 du journal des
groupes — sauf le 5 — du FHAR.
Vous savez que le groupe marxiste
contient plusieurs membres du parti
dont vous êtes l'organe, de quoi
faire une bande (...).

Peut-être vous pourriez parler des
pédés ne serait-ce que pour tous
les membres du PSU qui en sont !
Le journal en question s'appelle
« L'Antinorm », il invite les pro-
létaires de tous les pays non à
s'unir mais à se caresser et coûte
2,50 F. L'adresse : 8 rue Saigone
93 - Montreuil.

mardi

21 h.

VICTOIRE !

Le journal est terminé. Un camarade nous téléphone. Le cessez-le-feu au Vietnam est signé ! Nous aurons tout juste le temps de changer notre « une » pour inscrire seulement ces deux mots qui résument la fin du combat d'un peuple contre l'impérialisme : VIETNAM-VICTOIRE.

Victoire oui, car quelles que soient les concessions inévitables lors de négociations, le fait historique est là, extraordinaire : un peuple a obligé l'empire américain à céder. Les crimes, les massacres, les bombardements n'en sont pas venus à bout. Cette défaite historique de l'impérialisme le plus puissant restera pour nous, pour tous les révolutionnaires du monde entier, le signe que le combat des hommes libres finit toujours par l'emporter.

Vive le peuple vietnamien !

La rédaction de TS ■

éditorial

Un combat sur deux fronts

LES événements importants ne sont pas forcément ceux dont on parle le plus sur le moment. Il en existe d'autres dont on s'aperçoit après coup qu'ils étaient décisifs et annonciateurs de transformations. La rencontre nationale sur l'autogestion organisée le week-end dernier par les revues « Politique Aujourd'hui », « Critique Socialiste », « Autogestion et Socialisme » et « Objectif Socialiste » ne fut pas à l'évidence l'événement politique marquant de ces dernières semaines. Boudée par la quasi-totalité de la presse qui trouve le sujet bien trop « théorique » pour une campagne électorale, elle n'a eu que peu d'échos dans l'opinion publique. Curieuse idée en effet que de vouloir approfondir les rapports entre autogestion et contrôle ouvrier, poser les problèmes du pouvoir d'Etat, de la transformation des unités de production et des rapports sociaux dans une période où chacun semble faire dépendre exclusivement sa politique d'un point en baisse ou en hausse annoncé par tel ou tel sondage. Et pourtant plusieurs aspects de cette rencontre pourraient bien constituer l'amorce de transformations politiques importantes pour l'avenir.

Une avancée considérable

Première constatation : L'autogestion n'est plus une nébuleuse. Plusieurs ambiguïtés ont été clairement levées lors des débats. Ainsi la mise en œuvre d'une organisation autogestionnaire ne constitue pas l'ouverture d'une « troisième voie » entre réforme et révolution : la conquête du pouvoir, le bouleversement des appareils idéologiques et répressifs de l'Etat, l'appropriation collective des moyens de production, ne sont pas rejetés aux « poubelles de l'histoire ». Ils sont au contraire intégrés dans une perspective qui donne tout leur sens à ces transformations, en s'opposant aux dangers bureaucratiques qu'elles peuvent recéler.

Clairement inscrite dans une stratégie révolutionnaire dont l'axe est aujourd'hui le contrôle des travailleurs, l'autogestion est apparue aussi lors de cette rencontre comme le point de départ d'une réflexion beaucoup plus approfondie du mouvement socialiste sur le problème du pouvoir. Sans tomber dans l'élaboration d'un modèle de société figé, les participants ne se sont pas contentés

d'indiquer quelques grands principes généraux : on a discuté ferme sur le rôle des conseils ouvriers, les modalités d'élection, les conditions d'exercice d'une révocabilité qui ne conduise pas, sous couvert de démocratie, à empêcher toute expérimentation durable. La présence de camarades algériens et yougoslaves a permis d'analyser plus à fond les raisons précises pour lesquelles des tentatives autogestionnaires pouvaient conduire à reproduire des rapports marchands ou à isoler le secteur de la production des institutions politiques.

Enfin, et ce fut une avancée considérable par rapport au colloque organisé il y a un an par le CERES, l'autogestion ne fut pas réduite à une réorganisation du pouvoir au sein de l'entreprise. L'existence d'un rapport sur le thème « Autogestion et rapports sociaux » a permis d'indiquer qu'elle ne pouvait se réduire à une « inversion » du pouvoir dans des structures inchangées : école, entreprises, instruments de communication et d'information, organisation des villes, exercice de la santé...

Elle est au contraire l'axe d'une remise en cause constante de la division sociale du travail dans le cadre d'une transition au socialisme et dans celui aussi d'une société socialiste.

Une force qui émerge

Le deuxième aspect important de cette rencontre tient à l'appartenance politique des participants : cinq organisations étaient représentées en tant que telles : les CIC, l'AMR, « Objectif Socialiste », le PSU et la Ligue Communiste. Mais tout aussi important est le nombre de ceux qui, organisés ou non sur le plan syndical ou politique, ont participé aux débats : plusieurs militants de la CFDT et un observateur délégué par la Confédération. Des militants engagés au Parti Socialiste et notamment plusieurs membres du CERES. Des membres de « Vie Nouvelle », des GAM, et des militants venus simplement parce que dans leurs luttes actuelles la perspective de l'autogestion prenait une importance grandissante. Cette diversité dans la participation, si elle montre que la perspective du socialisme autogestionnaire dépasse les oppositions actuelles entre plusieurs organisations doit être pourtant analysée comme le contraire d'un écla-

tement. Cette rencontre a montré qu'une force politique est en train d'émerger, provoquant ainsi une importante restructuration politique aussi bien à gauche qu'à l'extrême-gauche.

Sans doute toutes les participations n'étaient pas forcément de même nature : si des organisations comme les CIC, le PSU, l'AMR, une grande partie d'« Objectif Socialiste », considèrent la lutte pour l'autogestion comme un axe stratégique, ce n'est sans doute pas encore le cas de la Ligue Communiste et encore moins du Parti Socialiste. Si nos camarades de la Ligue ont manifesté lors de cette rencontre un ralliement aussi soudain qu'inattendu à la perspective du socialisme autogestionnaire nous ne savons pas encore si c'est simplement l'effet d'un retournement tactique ou le résultat d'une évolution stratégique.

Pas de choix sans douleur

Quant aux directions du Parti Socialiste et du CERES qui avaient refusé de participer à la rencontre « pour cause d'élections », il faudra bien qu'elles se décident à choisir entre une démarche publicitaire de gauche alliée à une pratique de droite, et le choix d'une véritable stratégie fondée sur le contrôle ouvrier et la construction d'une force socialiste autogestionnaire.

La construction d'une telle force en effet, et cette rencontre l'a prouvé, ne se fera pas sur la base des forces qui « parlent » d'autogestion et de contrôle des travailleurs, mais à partir de celles qui traduisent ces perspectives dans leurs combats quotidiens, électoraux ou non. Le ralliement à de tels choix ne se fera donc pas sans douleurs pour les uns et les autres. Plus la perspective autogestionnaire deviendra crédible, plus les choix deviendront clairs et les contradictions fortes au sein des organisations socialistes. Nos camarades de la CFDT qui croient un peu trop qu'il suffit de faire la somme de ceux qui parlent d'autogestion pour créer un « courant socialiste autogestionnaire » doivent le savoir. Cette rencontre, maintenue avant les élections, montre que l'on ne peut pas isoler une perspective de prise du pouvoir par l'ensemble de la gauche et le combat pour l'autogestion. Le PSU, pour sa part, ne cessera pas de mener de front ces deux combats.

Gérard FERAN

« La France est riche »...

QUI EN PROFITE ?

A la tribune du Congrès de Toulouse, un militant reprochait au Secrétaire national du PSU de trop s'occuper des problèmes de taux d'escompte. S'il voulait signifier par-là que l'analyse économique n'a pas de rôle à jouer dans le combat politique, il se trompait. Non seulement parce qu'une tâche des militants socialistes est de concentrer leurs attaques au bon moment et au bon endroit, mais aussi, c'est l'évidence, parce que les travailleurs ressentent à plein les effets de la politi-

que économique. Chacun sait aujourd'hui que le ballottage du général de Gaulle au premier tour des élections présidentielles de 1965 eut largement pour cause la défection de l'électorat agricole mécontent de la politique économique du gouvernement à son égard. Chacun sait également que le mouvement de mai 68 aurait sûrement pas eu tant d'ampleur s'il ne s'était déclenché dans une mauvaise conjoncture de l'emploi.

Analyser le plan soi-disant anti-inflation de Giscard comme le fait Robert Destot, comprendre le mécanisme de la spéculation sur le franc (article d'Adrien Lebel) et revenir sur le bilan économique de 1972 en tirant quelques perspectives pour 1973 (article de Jacques Gallus), tout cela n'est pas sacrifier à un quelconque penchant technocratique mais se donner de meilleurs moyens de lutter contre le capitalisme.

L'énorme baudruche

Les problèmes économiques seraient une question d'état d'esprit. Selon Georges Pompidou. Ainsi suffirait-il de proclamer la baisse pour que le miracle se produisît. Bien sûr, un petit coup de pouce peut aider. C'est le plan antihausse, lancé le mois dernier, comme la dernière lessive à décaper la majorité gouvernementale.

Un savant saupoudrage administré par doses homéopathiques : une baisse sélective de la T.V.A. sur certains produits de grande consommation, un emprunt qui ravit d'aise les douairières des clubs d'investissement féminins, un encadrement du crédit au cadre pour le moins flou. Le tout, présenté et sussuré par notre bateleur de l'équilibre budgétaire sur les ondes nationales. Il ne restait qu'une surprise : chacun découvrirait le 1^{er} janvier chez son boulanger l'affichette au sigle du ministère des Finances. Premières désillusions aussi. Si vous n'êtes amateur ni de gâteaux à la crème, ni de tartes, tant pis. Vos croissants vous coûteront aussi cher. Chez le boucher ? Même racisme entre le bœuf et le veau ! Par contre, le petit-bourgeois, qui dispose encore d'une trésorerie en janvier verra chez son marchand de vêtements la baisse de 5 % conjuguée aux soldes annuels. L'aubaine !...

Mais force est de constater, qu'après un mois de mise en œuvre, le dispositif anti-hausse n'a pas produit le choc psychologique escompté. « Combat » dénonce l'énorme scandale. « La Vie Française » lance la chasse aux tricheurs de la baisse. A chacun son rôle. Quant au travailleur, il ne joue pas le jeu : « Une fois de plus, on nous aura raconté des histoires » commente-t-il sobrement.

Néanmoins, l'objectif gouvernemental risque d'être atteint : pouvoir présenter à la veille des élections le tableau de marche d'une économie qui fonctionne bien. Les chiffres alignés, prouveront que la lutte contre l'inflation aura été efficace. La hausse des prix sera, en effet, vraisemblablement stoppée — un instant — en janvier. Les augmentations des prix à la production étant intervenues en décembre ou étant reportées après mars. L'indice des prix de janvier risque même d'accuser une légère baisse.

le thon : c'est du luxe !

Mais d'ici à trois mois, le rythme de la hausse aura repris sa progression normale, soit environ 9 % par an, au stade du détail. En d'autres termes, la stimulation de la consommation, créée par la baisse de janvier, relancera l'inflation et toutes les prévisions accordent une hausse globale pour l'année 1973 égale à la hausse de 1972 — mis à part le sursaut de janvier. Ces chiffres ne seront connus qu'après mars. C'est là l'important. Pour le reste tant pis.

Personne n'est dupe. Le dispositif anti-

hausse ne s'attaque qu'aux manifestations externes de l'inflation.

Il ne lutte pas contre ses causes. La démonstration est simple. Si simple qu'elle condamne d'elle-même le cynisme de nos dirigeants. La non-hausse des prix en janvier ne fait qu'enregistrer une mesure artificielle : l'Etat refuse une part de ses rentrées fiscales indirectes. Mais 40 % des dépenses des consommateurs ne sont pas touchés par cette réduction de la T.V.A. (le thon, « produit de luxe », par exemple). Cette diminution est, par ailleurs, inégale. Elle varie de 7 à 5 % suivant les taux. Quel dédale !

Par contre, aucune mesure n'est venue sanctionner le processus inflationniste à sa source, au niveau des prix industriels. Sans doute cette mesure de blocage aurait-elle semblé inconvénante et déplacée dans la course aux sièges ! Dont acte. Quoi qu'il en soit, cette première mesure, la baisse de la T.V.A., aura créé un surcroît de pouvoir d'achat qu'il faudra empêcher de retourner à la consommation.

D'où l'idée vénérable de l'emprunt (et vive Pinay !) : pour éponger ces nouvelles liquidités, pour tenter aussi de réduire le volume de la masse monétaire, dont le gonflement correspond au phénomène inflationniste. Mais pas besoin d'être économiste pour com-

prendre qu'un emprunt ne réalisant qu'une ponction de 1 % de la masse monétaire nationale ne prélève rien du tout. Ou alors il sert à autre chose.

A un transfert peut-être. Les fonds recueillis ne serviront qu'à combler le manque à gagner de l'abandon de la T.V.A. La partie de saute-mouton continue au-dessus du mois de mars.

si le 11 mars au soir

Dernière mesure enfin, les restrictions de crédits. Un monument d'hypocrisie : le quotidien patronal « les Echos » ne dément pas. « Les difficultés (pour les chefs d'entreprises) dues au freinage du crédit seront moins sensibles que prévu. »

Ouf, on respire ! Informé pendant le second semestre 72 que le financement des activités sera plus difficile pendant le premier trimestre, chaque patron a pu prendre ses dispositions auprès de son banquier. De la sorte, tout un chacun a pu se constituer une manière de réserve permettant d'attendre des jours meilleurs. Bien sûr, la panoplie des sanctions pour qui enfreindrait les mesures d'encadrement



LA BAUDRUCHE DE GISCARD
A moins qu'à trop souffler...

AGIP

que signifie la baisse du franc ?

Depuis un mois et demi, le franc baisse. Depuis le fameux sondage de la SOFRES exactement. On a parlé de fuite des capitaux, d'achats d'or, de spéculation. Jusqu'à présent, le franc était une des monnaies les plus solides et son cours variait peu. La perspective des élections était lointaine et n'inquiétait personne. Et voilà que le thermomètre le plus sensible qui soit — le cours d'une monnaie sur le marché des changes — s'est mis à bouger. Que s'est-il passé ?

Il est certain que deux phénomènes ont joué, provoquant la baisse du franc :

1. Les étrangers qui avaient acheté des francs parce que notre monnaie paraissait plus sûre que le dollar ou la livre ont eu tendance à arrêter leurs achats voire même à revendre les francs qu'ils conservaient.
2. Le gouvernement n'a pas bougé et certains leaders de la majorité ont

cru bon de tirer prétexte de cette baisse pour faire peur à l'opinion. Cette petite crise paraît satisfaire l'UDR. Ainsi, l'inaction du gouvernement et la dramatisation de la situation par l'UDR et sa télévision ont alimenté et renforcé la tendance des étrangers et des industriels français à se méfier de notre monnaie. Les petits capitalistes français qui, eux, n'ont pas à acheter ou à vendre tous les jours des dollars, et qui donc n'interviennent pas dans la détermination des cours du franc, se sont précipités sur l'or et en particulier sur le Napoléon, premier refuge du capital qui prend peur.

Cela dit, il ne faut pas croire que l'on a eu affaire à un « exode des capitaux » et que des valises pleines de billets passaient la frontière. D'habitude, les choses se passent plus subtilement. Pour que le franc baisse, il suffit que quelques gros exportateurs ou importateurs, français ou étrangers, accélèrent ou retardent leurs paiements. Un décalage en baisse apparaît alors sur le marché. Or, le commerce extérieur de la France représente plus de 10 milliards de francs chaque mois et dans chaque sens ! Cela explique qu'une vraie crise de confiance dans le franc comme celle de 1968 prend une toute autre allure que ce que l'on voit actuellement et c'est pourquoi il ne faut pas se laisser impressionner par ce petit remue-ménage.

pour gêner la gauche

Si la situation devenait plus difficile, l'administration a tous les moyens — si le gouvernement le veut et cela reste à vérifier — pour endiguer la grande masse des éventuelles sorties de capitaux. Il ne faut pas oublier non plus qu'avec des réserves de près de 10 milliards de dollars (50 milliards de francs) on peut voir venir l'orage.

Mais cette question sur la baisse du franc en appelle une autre : quelle importance tout cela peut-il avoir, no-

tamment le jour où la gauche prendrait le pouvoir ?

Le réflexe traditionnel du capital lorsque la gauche est au pouvoir est de fuir le pays. Cette attitude a une double signification : les capitalistes prennent peur pour leurs avoirs et les mettent en « sécurité » à l'étranger. De même, et surtout, les capitalistes étrangers quittent la France. Mais derrière cette attitude de protection du patrimoine, un autre but peut se cacher : il s'agit de gêner au maximum la gestion financière du gouvernement de gauche. La France de l'entre-deux-guerres a connu deux fois ce genre de phénomène : en 1926 et en 1936.

En quoi cela est-il gênant ?

Lorsque la fuite des capitaux s'organise sur une grande échelle, le cours du franc baisse et pour maintenir la valeur du franc dans les limites fixées par les accords internationaux (1), la Banque de France est obligée de vendre des dollars pour racheter du franc, ce qui a pour effet d'en freiner la baisse.

le mur d'argent

Ainsi, les réserves en dollars de la Banque de France baissent peu à peu. Comme le gouvernement ne veut pas donner l'impression que sa monnaie est attaquée ne publiant une grosse diminution des réserves de change et qu'il veut conserver un minimum de masse de manœuvre pour éviter la banqueroute, il emprunte à l'étranger : au Fonds Monétaire International et aux pays riches en devises. C'est alors que la situation devient politiquement difficile pour un gouvernement de gauche : les pays riches n'ont fait aucune difficulté pour prêter à la France de de Gaulle en 1968. Il en irait différemment pour celle de Mitterrand et de Marchais. D'ailleurs, on imagine assez mal ceux-ci quémendant l'aide de Nixon !

Dans ces conditions, il y a deux solutions : la première — habituelle — c'est de dévaluer le franc en espérant que la spéculation, ayant ainsi pris son bénéfice, ne se manifesterait plus avec la même vigueur. Mais cette solution est immorale et sans effet dans le cas d'une attaque « politique » contre la monnaie nationale. En outre, la dévaluation risque de relancer la spéculation si, comme tout le laisse supposer dans notre hypothèse, le gouvernement ne prend pas en même temps de sévères mesures de déflation.

L'autre solution, consiste à instaurer un sévère contrôle des changes pour barrer le gros des sorties de capitaux. C'est techniquement possible. Mais comme il faut toujours une période de rodage pour rendre un contrôle efficace, on peut laisser le franc « flotter » sur le marché des changes. Il n'y a en effet aucune raison de s'accrocher de façon quasi mythique à un taux de change. A la vérité, le « mur d'argent » international ressemble un peu à un « mur de papier »...

Adrien LABEL ■

(1) En vertu de l'accord de Washington du 18 décembre 1971, le cours de la monnaie peut varier vis-à-vis du dollar de 2,25 % en plus ou en moins par rapport à sa parité officielle, soit pour le franc dont la parité est pour 1 dollar de 5,11 F, une variation possible de 5 F (cours maximum du franc) à 5,22 F (cours minimum du franc).



L'INTOX ET LES CAPITAUX. Pour gêner la gauche.

A.F.P.

sont sévères. Mais à qui fera-t-on croire qu'elles seront vraiment appliquées ? Si sanctions il doit y avoir, les premières sentences ne seraient prononcées que fin mars. Un hasard... Sans faire de procès d'intention, qu'il nous soit permis de croire qu'elles seront légères, oubliées, ou aménagées. Au nom de la relance. Sauf si le 11 mars au soir... mais ceci est une autre histoire.

Le plan anti-inflation sera vite oublié. On pourrait bien parler alors de dévaluation. Quelle que soit d'ailleurs la combinaison bourgeoise au pouvoir. L'essentiel est de bluffer jusque-là, en donnant le maximum de publicité à des mesures qui se voudraient spectaculaires mais qui ne remettent pas en cause la répartition des richesses.

Car, malgré les condamnations publiques de ce phénomène, l'inflation,

un autre débat

quand elle est contenue, reste l'un des moteurs du capitalisme. N'est-elle pas même un processus classique qui traduit avant tout la rémunération du capital ?

Alors, de qui se moque-t-on ? L'arbre ne doit pas cacher la forêt, et nous nous refuserons à engager un débat d'expert sur l'efficacité d'une politique économique.

Notre propos n'est pas de mieux gérer le système actuel, mais d'en éliminer ce qu'on appelle les valeurs marchandes et ceux qui en profitent, les primats financiers.

Chaque travailleur-consommateur ressent bien cette réalité. Chaque jour, il subit, sans riposte, une hausse des prix qui rogne un peu plus son pouvoir d'achat. Chaque augmentation de salaire arrachée, souvent par la lutte, se trouve immédiatement annulée par l'augmentation des produits de consommation courante. A tous ceux-là, smicards, petits salariés, retraités, la propagande gouvernementale veut laisser croire que leurs salaires évoluent en fonction du taux horaire ouvrier, retenu par les statisticiens. C'est faux. Survivre coûte de plus en plus cher.

Les statistiques ne donnent que des chiffres moyens. Or, il faudrait les pondérer par l'échelle des salaires. Bien vite on s'apercevrait que l'amélioration moyenne de 4 % l'an du niveau de la vie, signifie stagnation et dégradation pour les plus petits salaires, et 10 % (voire 15 % ou 20 %) en plus pour les hauts salaires et les revenus financiers.

Sans goût suicidaire, le gouvernement ne saurait alors s'attaquer à un processus favorisant ses plus fidèles alliés. Dès lors, le débat entre Pompidou et son ministre des Finances est pour nous sans signification. Faut-il croire qu'une politique des revenus n'est « ni souhaitable, ni possible en France » comme l'affirme le président de la République, ou alors penser qu'une police des salaires jugulerait toute explosion sociale. La réponse ne leur appartient pas. Elle est de toute évidence ailleurs.

Nos guides, en échaffaudant leurs plans, ont pensé à tout. A tout, sauf à leur défaite. La colère gronde dans la cohorte des chômeurs qui va s'allonger un peu plus qu'en 1972, chez la ménagère qui va retrouver l'euphorie des étiquettes, chez le travailleur qui comprendra qu'il a été dupé.

Cette colère risque fort de faire éclater l'énorme baudruce de la politique gouvernementale.

A moins qu'à trop souffler... Passionnant, non ?

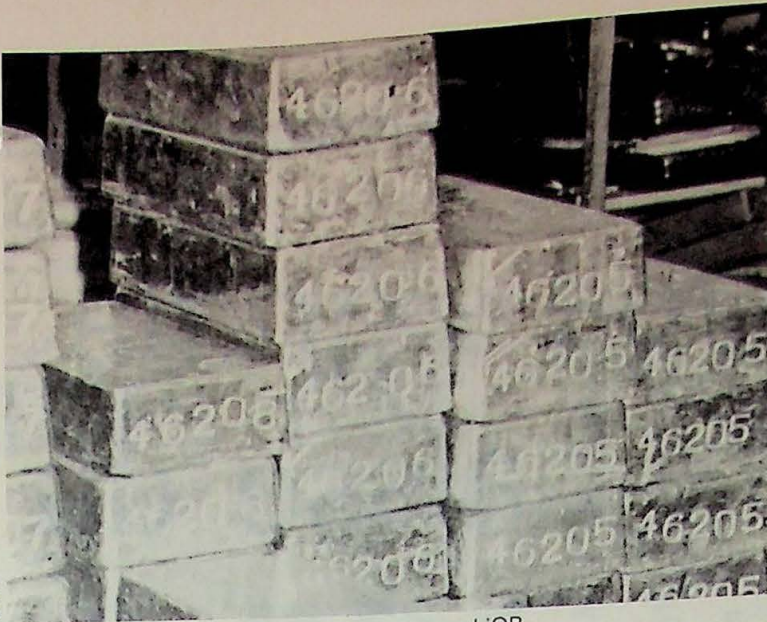
Robert DESTOT ■



LA BOURSE DE PARIS. La politique se fait à la corbeille.

AGIP

la croissance, l'inflation, et la gauche



L'OR.
Les rêves du bon M. Pinay.

L'économie française se porte comme un charme. Tout le monde le dit, et pas seulement M. Pompidou. Le HUDSON INSTITUTE — des gens sérieux — l'affirme : si nous continuons sur cette voie-là, la France sera d'ici peu la 3^e puissance économique des pays capitalistes, derrière les Etats-Unis et le Japon. Reste à prouver que les travailleurs s'en porteront mieux...

1972 a été une bonne année d'expansion économique pour la France. Qui le nierait ? Taux de croissance excellent et supérieur à ceux de nos voisins, brillantes performances à l'exportation, voilà qui démontre que la machine économique française est loin de la saturation et est au contraire riche en possibilités de croissance nouvelle.

Mais, plus que jamais se pose la question que développe le Manifeste du PSU : « Produire pourquoi ? » Car tous les satisfaits que s'adresse à lui-même le ministre des Finances laissent entendre que la croissance est un bienfait d'évidence. Il faudrait d'abord signaler qu'elle n'est possible que grâce au travail de l'ensemble de la population et non pas seulement par celui du gouvernement. Celui-ci connaît au contraire, surtout depuis l'arrivée de M. Messmer, une exceptionnelle inactivité ; il est vrai que sa présence seule suffit à rassurer les détenteurs de capitaux et que donc, comme l'explique avec logique l'inimitable M. Peyrefitte, « Il faut que nous restions au pouvoir sinon l'argent s'en ira avec nous ».

Moyennant quoi, pour bien montrer qu'on ne plaisante pas, on organise savamment quelques fuites de capitaux à chaque publication de sondages défavorables. C'est cela un gouvernement « représentatif de la volonté populaire » !

Ce qui est évident, c'est donc en premier lieu que la croissance est le fruit du travail commun. Ce qui, en second lieu, devrait être évident, c'est que la croissance profite également à tous. Or cela ne l'est pas ; c'est même le contraire qui est de plus en plus manifeste. Les statistiques officielles montrent en effet que depuis 1950, l'écart entre les revenus les plus élevés et les revenus les plus faibles va croissant. En valeur relative,

les riches deviennent donc plus riches et les pauvres plus pauvres. Mais, surtout, et c'est le troisième élément sur lequel le pouvoir fait le plus silence, cette croissance record ne correspond en rien aux désirs des travailleurs. Ainsi, lorsque les instituts de prévision de pays étrangers, et même d'Union Soviétique, s'accordent à dire que dans moins de vingt ans la France sera la troisième puissance industrielle du monde non communiste, (derrière les Etats-Unis et le Japon), alors qu'elle n'est aujourd'hui qu'au cinquième rang, il n'y a pas forcément lieu de se réjouir.

rentabilité d'abord

Certes, une certaine forme de niveau de vie aura progressé et ce n'est pas du tout négligeable ; mais à quel prix ? Au prix d'un peu plus de pollution, d'un peu plus de publicité, d'un peu plus de civilisation du Coca-Cola et sans doute d'un peu plus de police. Car cette croissance-là n'a pas pour objectif premier le bien-être des Français, mais la rentabilité des entreprises.

Il serait certes absurde de prétendre que ces deux objectifs sont toujours contradictoires, et ceux qui à l'extrême-gauche croient que le critère d'une « bonne » activité est de n'être pas rentable sont de vulgaires démagogues doublés de piètres économistes. Ce qui est vrai c'est que la recherche exclusive du profit par des entreprises privées amène celles-ci à privilégier des produits non prioritaires du point de vue collectif, mais les plus rentables.

Voilà pourquoi le PSU a jugé scandaleux le passage de la conférence de presse du Président de la République concernant l'inflation. Selon M. Pompidou il y a inflation parce que

le crédit est actuellement bon marché et que les gens peuvent ainsi « acheter n'importe quoi à n'importe quel prix ». Les travailleurs qui n'arrivent pas à boucler la fin de mois ont été heureux de l'appendre !

La vérité est au contraire que l'inflation vient du déséquilibre existant entre les productions des divers produits. D'une part, les grands trusts en convainquant le public de l'utilité de certains produits, parviennent à les vendre très au-dessus de leur coût de revient et réalisent ainsi des profits considérables (c'est le cas, par exemple, des entreprises pharmaceutiques qui fabriquent pour un produit de base donné plusieurs produits similaires ; à chaque création d'un nouveau produit, qui ne diffère du précédent que par le nom, le prix est augmenté pour traduire une soi-disante amélioration. On connaît ainsi les multiples variétés d'aspirine existant sur le marché alors que si on ne considérait que le seul besoin social, il n'en existerait qu'une variété. Toutes les autres ont pour objectif d'accroître les profits des producteurs par la hausse des prix) ; d'autre part, l'inflation sévit lorsqu'un produit très nécessaire vient à manquer sur le marché. Ainsi aujourd'hui deux des principaux responsables de la hausse des prix vertigineuse de 1972, la viande et le logement, sont des produits de base existant en quantité insuffisante par rapport aux besoins.

Messmer = chômage

La viande parce que le gouvernement a mené, en liaison avec les autorités

agricoles du marché commun, une politique de restriction absurde et le logement parce que les promoteurs capitalistes ont préféré jouer sur la spéculation foncière et vendre des appartements hors de prix pour les couches aisées de la population plutôt que de produire des logements populaires. En définitive, l'économie française connaît actuellement une phase de croissance rapide et une inflation encore plus rapide. Si l'on replace cette analyse dans la perspective électorale qui approche, deux hypothèses sont à envisager.

La première est la reconduction, plus ou moins identique, de la majorité actuelle. Il ne fait alors aucun doute qu'ayant les mains libres pour un nouveau bail, le pouvoir mettra en place un vigoureux plan anti-inflation en y sacrifiant le plein-emploi. Il faut le savoir et surtout le faire savoir : **La victoire de M. Messmer serait la promesse d'un chômage important pour la fin de l'année.**

La seconde hypothèse est une victoire des forces socialistes. Ne nous cachons pas que la situation économique actuelle ne serait pas un avantage pour elles et il y a fort à parier que la droite a volontairement calculé ses échéances dans cette optique. En effet, un des atouts classiques d'un gouvernement de gauche est de relancer la production, et l'économie en général, par l'intermédiaire des hausses de salaires et d'un accroissement des dépenses collectives de l'Etat. Cette politique, en dehors de ses effets positifs, a souvent comme inconvénient de nourrir la hausse des prix. Or la France est déjà aujourd'hui dans une phase de hausse des prix et d'autre part, les capacités de production des entreprises sont employées à plein. C'est pourquoi, contrairement à ce que déclarent certains, en particulier au Parti communiste, le premier effort d'un gouvernement de gauche dans une telle conjoncture ne devrait pas tellement être de produire plus mais de produire différemment. La gamme des besoins privés et collectifs qui ne sont pas satisfaits par l'économie capitaliste est telle qu'il y a là une tâche essentielle ; mais certainement difficile. Car on ne remplace pas du jour au lendemain une économie pour nouveaux riches par une économie populaire...

Jacques GALLUS ■

Le prix du « plan Messmer »

2.000 crèches et garderies, croissance des allocations familiales, travail à mi-temps pour les femmes, horaires variables, suppression du travail à la chaîne, retraite à 60 ans, gratuité des soins médicaux et des transports pour le 3^e Age, doublement du minimum vieillesse, 6.000 km d'autoroutes, 5 millions de postes de téléphone, 600.000 logements, 1 piscine couverte dans les villes de plus de 10.000 habitants.

C'est quoi ? La révolution ? Le programme commun de la gauche ? Non, non, c'est le programme électoral de

l'U.D.R. Mais combien ça va coûter ? Selon des estimations difficiles en raison du caractère vague et démagogique des mesures, entre 21 et 35 milliards de francs actuels, au bas mot. A ajouter aux 4 milliards du « plan E. Faure » de l'automne.

Bien entendu, rien de tout cela ne pourra être réalisé, même avant 1978, sans une inflation démentielle, une augmentation considérable des impôts ou des charges de Sécurité sociale. Mais c'est M. Messmer qui traite les autres « d'inflationnistes »...

les patrons s'entraînent au social

Le 13 février prochain s'ouvrira à l'hôtel Legris, à Fontainebleau, une session de trois jours réservée aux dirigeants d'entreprises. Elle est organisée par l'Institut de Recherche et de Perfectionnement de l'Organi-

sation Professionnelle (IRPOP), dépendant du CNPF.

Thème de la session : la négociation sociale. Voici l'exposé des objectifs tels qu'ils sont présentés par l'IRPOP. Nous n'avons pas changé la moindre virgule :

Dans la mesure où la notion de discussion entre partenaires sociaux se substitue aux vieux antagonismes, les rapports entre ces partenaires tendent à être, non plus imposés, mais négociés. Les dirigeants des organisations patronales, qu'il s'agisse de chefs d'entreprises ou de cadres permanents de ces organisations, sont donc appelés à jouer un rôle de plus en plus important dans le cadre des négociations paritaires. C'est là une tâche difficile et qui ne saurait s'improviser.

● Il est nécessaire d'abord de posséder certaines connaissances de base touchant notamment :

— les stratégies syndicales et la psychologie des représentants syndicaux, afin de comprendre, et donc de prévoir,

les attitudes et réactions de ses interlocuteurs,

— la politique contractuelle du patronat, afin d'agir en conformité avec les intérêts généraux que l'on représente nécessairement.

● Il est indispensable par ailleurs d'être parfaitement au fait des techniques de discussion :

— pour prendre conscience des attitudes d'autrui au-delà de son comportement apparent,

— pour adopter soi-même le comportement qu'exige la situation réelle.

● Il faut enfin s'être entraîné à la pratique de la négociation à travers des études de cas réels et des exercices de simulation.

C'est pour répondre à ces trois catégories de besoins de perfectionnement qu'a été organisée cette session sur la Négociation Sociale, et plus particulièrement sur la « Négociation Paritaire ».

La pédagogie utilisée dans cette session est également remarquable. Après les exposés de MM. Ceyrac

et Neidinger, on consacra deux jours aux travaux pratiques.

Il s'agit de s'entraîner à la discussion avec les représentants des travailleurs. D'abord, la négociation du patron face à un syndicat, puis trois à la fois. Ensuite, la négociation d'une délégation patronale et trois délégations syndicales. Comme on n'a pas trouvé d'ouvriers pour servir de cobayes, les stagiaires joueront leur rôle. Ça s'appelle : technique de simulation.

Pour participer à cette session, chaque stagiaire devra verser 2.900 F qui, bien entendu, seront pris sur le budget de la formation professionnelle. C'est-à-dire l'argent des travailleurs. Ceux-ci vont-ils laisser les patrons se servir de leur fric pour qu'ils apprennent à les « blouser » ? Il y a quelques bonnes questions à poser dans les comités d'entreprise.

J.F. ■

en battant la campagne

● porte-parole des travailleurs

Michel Rocard est le seul député sortant du PSU. A ce titre, la campagne électorale qu'il mène dans la 4^e circonscription des Yvelines pour sa réélection est un peu différente de celle des autres candidats, ne serait-ce que parce qu'il doit rendre compte de son action parlementaire aux travailleurs qu'il a représentés pendant trois ans. Il l'a fait au cours de multiples réunions dans les Yvelines ; il s'y emploie dans un petit livre que publient cette semaine les éditions Syros (1). Il explique notamment tout le travail accompli pour soutenir les habitants, qu'il s'agisse d'enseignement, de logement, de transports ou d'emploi. Dans le dernier chapitre, il s'interroge sur le « rôle national du député » et répond en quelque sorte à la question qui sert de titre à l'ouvrage : un député, pour quoi faire ?

(1) Michel ROCARD, Un député, pour quoi faire ?, Editions Syros, 9, rue Borromée, Paris 15^e, 88 pages, 4 F. (Commandes groupées : 3,50 F). En vente à la Librairie de - T.S. -

LES électeurs votent pour envoyer un représentant à l'Assemblée nationale, afin de contrôler la politique du gouvernement, de faire des lois, de diriger le pays dans le sens souhaité par eux, de conserver, modifier ou transformer la société. Lorsque je me suis présenté dans les Yvelines, je n'ai pas un instant dissimulé ce que je pensais du rôle d'un député sous la V^e République et qui peut se résumer par le titre de cette brochure : Un député, pour quoi faire ? La majorité UDR aux ordres d'un gouvernement qui se soucie aussi peu de l'Assemblée que du peuple, un gou-

vernement aux ordres d'un président de la République qui se moque tellement de l'Assemblée qu'il renvoie le gouvernement auquel l'Assemblée vient de voter sa confiance ! Le Parlement actuel ne contrôle rien, ne définit rien, vote bien peu de choses de sa propre initiative et ne sert guère que de chambre d'enregistrement des actes du pouvoir.

Plus encore, et c'est l'un des points qui nous opposent fondamentalement au PC et au Parti socialiste, une majorité de députés « de gauche » (même en comptant ceux qui sont « un coup » à gauche, « un coup » à droite selon



MICHEL ROCARD SUR UN MARCHÉ DES YVELINES. Un porte-parole qui rend des comptes.

les besoins de leur réélection) ne peut à elle seule changer grand-chose à la situation, car l'essentiel du pouvoir, dans notre pays, n'est pas dans les mains de l'Assemblée nationale ou du Sénat, mais dans les Conseils d'administration des grandes banques, des sociétés de crédit, des compagnies d'assurances, etc. Certes, une majorité de gauche, cela signifie le renversement de la majorité UDR, et cela est déjà beaucoup. Nous ferons donc tout notre possible pour parvenir à ce résultat et faire élire, chaque fois que possible, le candidat de gauche. Cela étant, c'est, nous semble-t-il, abuser les travailleurs que de leur promettre qu'une majorité de gauche suffira à transformer leur existence, car les députés et le Parlement dans son ensemble n'ont en fait que des pouvoirs bien limités.

questions écrites, lesquelles, malgré le règlement de l'Assemblée, n'ont pas toujours reçu de réponse du ministre concerné, mais qui fréquemment ont débloqué bon nombre de dossiers, ou, au contraire, empêché qu'on les referme « en douceur ».

Un député, c'est aussi l'occasion de peser, par ses interventions lors de la discussion des lois, sur la rédaction et le contenu de celles-ci. Soit en dénonçant les projets du gouvernement comme je l'ai fait lors de chaque vote budgétaire, soit en tentant, par des amendements, de corriger les insuffisances. Aussi, bien que seul député PSU, j'ai réussi à faire voter deux amendements à la loi sur le travail temporaire, et deux à la loi sur la création des villes nouvelles. Comme quoi nos interventions ne sont pas toujours critiques et négatives, mais également constructives et positives. Un député, c'est enfin la possibilité de déposer des propositions de loi et celles-ci, lorsqu'elles sont soutenues par un puissant courant populaire, ne peuvent pas toujours être enterrées par le gouvernement. C'est le cas de la proposition de loi que j'ai déposée pour la défense des droits des consommateurs. Approuvée par la quasi-totalité des associations de consommateurs, ce texte fait rapidement son chemin, et malgré l'opposition du ministre, il viendra probablement en discussion à la prochaine session. C'est ce travail dont je me dois de rendre compte aux travailleurs et aux habitants des Yvelines, puisque, en le faisant, j'ai été leur porte-parole.

Michel ROCARD ■

253 questions écrites

Alors, un député pour quoi faire ? Parce que le Palais Bourbon offre une tribune qui a un écho national. Parce qu'un député peut y dénoncer les scandales qui sinon seraient enterrés. Parce que, par le jeu des questions écrites, il peut obliger le gouvernement à se pencher sur un problème, l'empêcher de dissimuler telle ou telle chose. J'ai déposé en trois ans 253

Guide des élections

Daniel Duigou
boussole pour jungle électorale
Tema-action 18 F

Manifeste du Parti socialiste unifié

préface de Michel Rocard
vers quelle société ?
Tema-action 10 F

Le gouvernement de la France : de Louis XVI à Pompidou

Pierre Avril
dynamique de l'immobilisme
Tema-action 15 F

Vidéo et société virtuelle

Alfred Willener, Guy Milliard, Alex Ganty
comment l'esprit vient aux images
Tema-communication 19,90 F

Télévision passive - Télévision active

Guy Gauthier, Philippe Pilard
de l'O.R.T.F. à la société câblée
Tema-communication 19,90 F

Information et animation socio-culturelle

Guy Gauthier et collaborateurs
pratique de l'information parallèle
Tema-communication 19,90 F

Pour en savoir davantage
Tema-éditions

4, rue de la Michodière, 75002 PARIS - tél. 742.23.02

PSU information n° 2

Le bulletin de liaison avec les sympathisants du PSU est paru. Nous n'avons pu satisfaire toutes les demandes pour le premier numéro, pour des raisons financières.

Aussi proposons-nous ce numéro 2 à son prix coûtant, soit 0,20 F l'exemplaire.

Au sommaire : Le Congrès, les Elections, la Libération de la Femme. Les sections peuvent adresser les commandes à « TS », 9, rue Borromée, 75015 Paris. CCP 58.26.65 Paris.

tribune
PSU SOCIALISTE

Chaque militant doit trouver un nouvel abonné !

CÉGÉDUR :

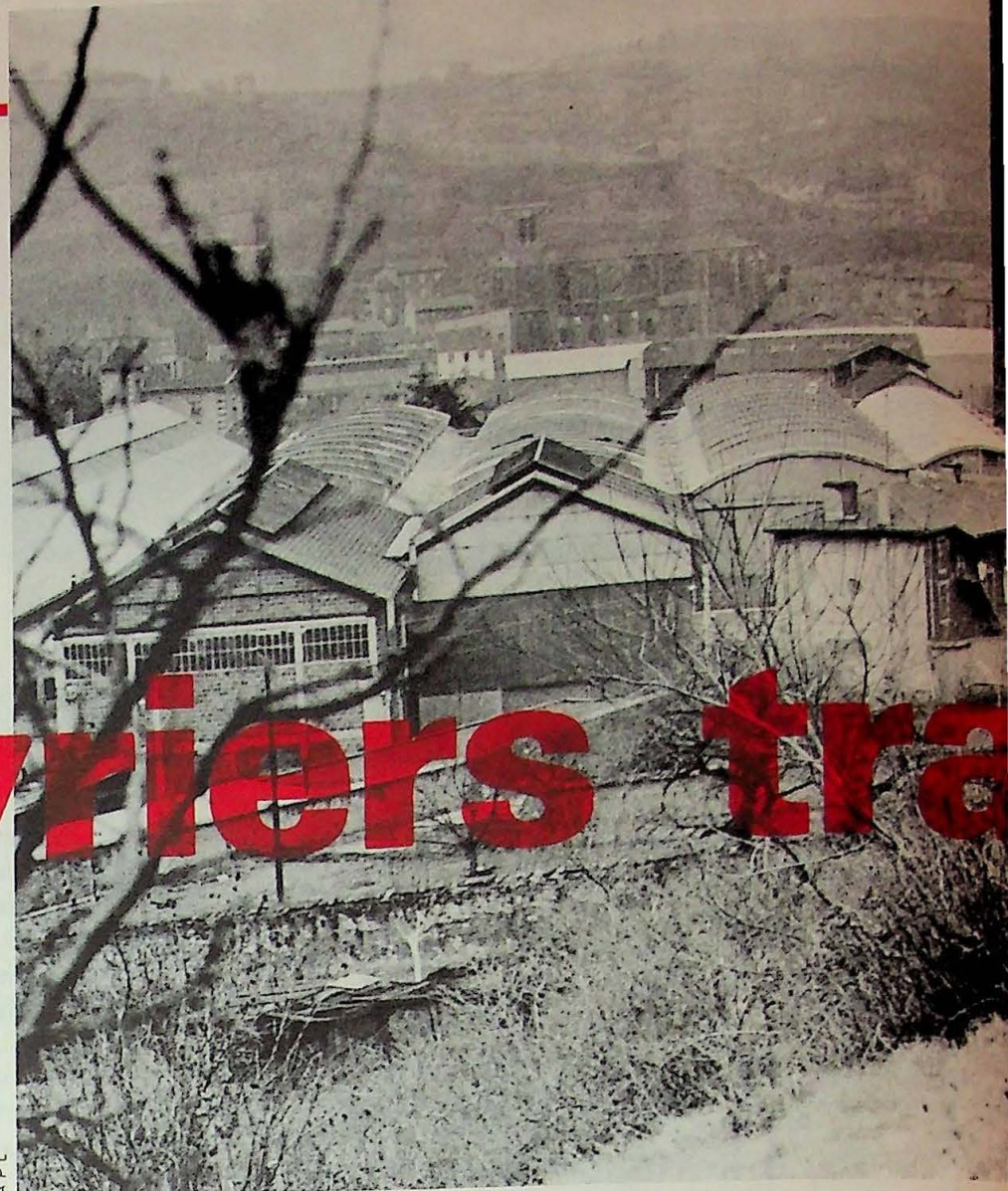
les ouvriers tra

Les 253 horaires de Cégédur, en grève depuis le 5 décembre, sont rentrés lundi en serrant les poings, le portefeuille vide et le cœur lourd.

S'ils n'ont obtenu que des avantages dérisoires, ils ont, piètre consolation, bien des sujets de réflexion, d'inquiétude, de colère. Ce qui aurait pu être une démonstration exemplaire de la combativité des travailleurs de la région stéphanoise, a été brisé à grands frais au moment même où, des forces nouvelles venant à la rescousse, il devenait possible d'emporter la victoire. Les quarante-cinq jours de grève — dont cinq d'occupation — se sont déroulés dans une unité, un calme, une détermination qui font de cette lutte une date dans l'histoire des combats ouvriers de cette région.

Les traditions syndicales, l'extrême dureté du patronat, l'extension du chômage, les bas salaires, tout concourt à maintenir en permanence une tension vive entre la classe ouvrière et le patronat. Comme l'explique un syndicaliste de la région : « Ici, une grève, on commence à s'y intéresser au bout de la quatrième semaine ». La part de la boutade faite, il reste que les conflits dans la Loire et plus particulièrement dans la vallée du Gier, sont nombreux, répétés, et cette atmosphère suffit à expliquer que la solidarité locale et départementale ait rapporté près de 7 millions au comité de grève, malgré le blocage de certaines organisations. De plus des débrayages de soutien dans la plupart des usines de Rive-de-Gier ont touché 70 à 80 % des travailleurs.

En dépit de l'opposition déclarée de la CGT et du PC, des comités de soutien se sont créés non seulement à



Rive-de-Gier, mais aussi à St-Etienne et à Lyon, principalement à l'initiative de la CFDT, du PSU, et de la Ligue Communiste. Dans la ville même, on ne parlait que de cette grève, les jeunes du lycée, du CET, se sont organisés pour le soutien, les agriculteurs des villages avoisinants ont apporté des vivres (la plupart des travailleurs de Cégédur sont également agriculteurs)... Les femmes des grévistes ont organisé une manifestation et participaient activement au comité de soutien.

Mais c'est surtout le courage des travailleurs de Cégédur et la confiance qu'ils avaient dans leur propre démocratie, leur auto-organisation, qui faisaient leur force.

C'est cela qui a été brisé. Il faut établir clairement qui porte les responsabilités de cette reprise du travail décevante pour ceux qui s'étaient engagés dans la grève au prix de quels sacrifices ! Au reste les dirigeants départementaux de la CGT peuvent s'en féliciter : « Il n'y aura pas de Joint Français dans la Loire ».

La campagne électorale peut commencer à l'écart de la présence gênante des luttes sociales. Qui y gagne quelque chose ? Sûrement pas les travailleurs de Cégédur.

On s'en souviendra dans la vallée du Gier. Ailleurs aussi.

La ville est toute en longueur, encaissée dans la vallée, usines et habitations y sont étroitement imbriquées comme pour mieux montrer qu'ici, la vie des hommes c'est le travail, encore le travail, toujours le travail. Le Gier — dont la vallée est une zone industrielle presque ininterrompue jusqu'à Saint-Etienne — est complètement pollué. « Il y a trente ans on s'y baignait et l'on y pêchait. »

L'air de l'hiver garde longtemps les fumées de couleurs et de composition douteuses. On n'est pas sur terre pour s'amuser à Rive-de-Gier et où qu'on porte les yeux, le paysage vous le rappelle.

Dans cet axe Lyon - Saint-Etienne, la plupart des usines sont anciennes et appartiennent essentiellement au secteur métallurgique. Les salaires sont bas (en moyenne 15 % de moins qu'à Lyon). Le patronat est archaïque, sûr de lui, et parfaitement représenté par Antoine Pinay, maire de Saint-Chamond, ville toute voisine. Les petites et moyennes entreprises ont été absorbées par des trusts nationaux : elles ont gardé tous les inconvénients d'une gestion archaïque, mais ces regroupements ont

renforcé la position du patronat face aux travailleurs en lutte. On gère toujours aussi mal, mais le patron n'est plus isolé.

Et si l'implantation syndicale est forte et ancienne (principalement CGT), la tradition y joue parfois le rôle de frein : « une barrière mentale, disait un des grévistes, qui empêche de répondre à la nouvelle stratégie patronale ».

De fait, alors que les ouvriers et les petits paysans forment la majeure partie de l'électorat, les élus de la région sont généralement de droite ou du centre, tel l'ineffable Chazalon actuellement inculpé pour avoir un peu « joué » avec des fausses factures...

les revendications

C'est dire que la coupure entre la conscience de classe dans les luttes sociales et dans leur traduction politique est très forte dans la vallée. Ce ne sera pas un des moindres problèmes de cette grève à 40 jours des élections législatives. Cégédur contient tous ces caractères.

Cette petite usine (la troisième en importance sur Rive-de-Gier) dépend directement de Pechiney-Ugine-Kuhlman. Elle fut une des premières en France à travailler l'aluminium. Après un déclin certain, au lendemain de la guerre, elle reprit depuis 1956 son expansion (20 % d'accroissement de la production en 1972, excusez du peu). Mais l'expansion n'a porté ni sur le nombre de travailleurs, ni sur la surface occupée, ni sur les salaires (plus bas que ceux de la région, plus bas que ceux des autres entreprises similaires du groupe PUK).

En clair : on produit plus, dans des conditions d'encombrement inouï (record des accidents du travail sur la région), pour des salaires de misère. Les feuilles de paie qu'on m'a montrées varient de 856 F pour un OS 1 à 1.500 pour un P 2. C'en est au point que, malgré le chômage régnant dans la région, la direction a dû passer par une agence de travail temporaire pour compléter son personnel.

C'est dans ces conditions qu'éclate la grève le 5 décembre. Tous les horaires la suivent, les trois syndicats CGT, CFDT, CFTC se

mettent d'accord sur les cinq revendications suivantes :

- Cinquante centimes pour tous ;
- Intégration de la prime de rendement dans le salaire ;
- Discussions salariales au niveau de la firme ;
- Non-application du règlement intérieur ;
- Refus de considérer la prime de vacances comme une augmentation.

La grève repose au début sur les deux délégués CGT et CFDT. Le délégué de la CGT, majoritaire sur l'usine (60 %), est un militant chevronné (27 ans d'action syndicale), très aimé de ses camarades de travail, d'un dévouement à toute épreuve : il est l'âme de la lutte. Tous les travailleurs avec qui j'ai discuté m'ont dit « Lucien c'est un gars formidable ». « Il a toujours fait du bon travail sur la boîte ». De plus, l'entente avec le délégué C.F.D.T., lui aussi militant solide et apprécié de tous est complète. Malheureusement au début du conflit, le délégué C.G.T. tombe malade et le poids de la discussion avec le patron retombe entièrement sur le délégué C.F.D.T. qui, comme son



syndicat est minoritaire, se trouve en situation délicate.

D'autant que la CFTC commence à flancher et que les responsables départementaux CGT, pour qui la grève commence à devenir gênante, viennent quotidiennement à l'usine tenter de retourner un à un les militants CGT.

Mais la grève continue dans l'unité à l'intérieur de l'usine. A l'extérieur c'est moins net. Le comité local comprend CGT-CFDT, PS, PC, PSU, etc., mais dès le début, l'UL CGT s'oppose, d'une part à la formation de comités de soutien, ailleurs qu'à Rive-de-Gier, d'autre part à des contacts trop étroits entre grévistes et comité de soutien : « pas de politique et attention aux gauchistes ». Enfin que le comité ne soit pas trop actif, retardant par exemple la sortie d'une affiche sous le prétexte « qu'il y a un poing dessus, et que ça fait gauchiste »...

il a gagné !

Le camarade dirigeant de la CGT Vial déborde d'affection pour le PSU. Après avoir, il y a six mois, invité les ouvrières du textile en grève à nous « chasser à coups de pied dans le cul », il a pris prétexte de l'article de « Tribune Socialiste » (n° 561) pour rompre avec le comité de soutien. A l'appui de ses dires, il a fait photocopier l'article à de nombreux exemplaires et citait notre journal dix fois par jour. Pour le remercier de ses talents de diffuseur, les camarades du PSU de Rive-de-Gier lui font cadeau d'un abonnement gratuit à « TS ». C'est chose faite !

Parallèlement la CGT convoque à Saint-Etienne les représentants des autres usines Cégédur, mais exclusivement les représentants CGT. Même là où la CFDT est majoritaire. Seule exception : une usine où il n'y a que la CFDT. Cette conférence ne débouche sur guère plus qu'un débrayage symbolique de 24 heures et les grévistes de Rive-de-Gier n'ont pas dissimulé leur déception d'une aussi faible mobilisation : « on se sent un peu abandonnés, on est une petite usine, pour faire céder le patron, il faudrait que les copains des sept boîtes se mettent en grève ou au moins bloquent les commandes que nous aurions dû faire. »

Cela n'a pas été fait. Du moins, les grévistes ne l'ont pas su. Car l'information est un des points noirs de cette grève : isolement organisé

par la direction de l'UD CGT qui s'est employée, surtout vers la fin, à éveiller la méfiance des travailleurs à l'égard des journalistes, des sympathisants, et même du comité de soutien mis à la porte de la Bourse du travail. Situation renforcée par le fait que, dans un souci d'unité, la CFDT et le PSU, ainsi que tous les participants au comité de soutien, s'étaient engagés à ne pas mettre publiquement en cause le déroulement de la grève ou le comportement des autres organisations.

paralysés

Les voilà ainsi paralysés et empêchés de populariser la grève. L'équivoque ne devait se dissiper qu'à une semaine de la fin, quand le PC et la CGT se retirent du comité de soutien local. La course de vitesse est, dès lors, engagée : ou le comité de soutien et les grévistes parviendront à trouver un large écho pour pouvoir tenir et vaincre, ou la grève ira à la défaite sous les auspices de la trêve électorale...

Le 17 au matin, après 42 jours de grève, l'occupation de l'usine est décidée par le piquet de grève. Les mensuels rentrent chez eux : « Tout s'est passé dans la bonne humeur, pendant le premier mois on n'avait pour ainsi dire pas fait de piquet. Mais certains gars, une dizaine, commençaient à flancher et les

mensuels nous narguaient ; alors on est venus devant l'usine, puis on a discuté et on a trouvé qu'on serait mieux dedans. Ça n'a pas trainé, on a lourdé tout le monde — gardiens, directeurs, mensuels — et on s'est installés. »

A partir de ce moment la direction multiplie les propositions les plus diverses et les plus farfelues. La CGC (regroupant les mensuels et le petit personnel d'encadrement) offre sa « médiation ».

Bref, ça s'affole un peu. Roux (le directeur) a beau déclarer avec arrogance : « vous êtes en train de prendre une leçon de syndicalisme », il doit reculer un peu ; sur le paiement partiel des jours de grève, sur les primes, sur des avances mais pas sur l'essentiel : « Il nous mène en bateau, on lui parle de nos cinquante centimes, il nous répond sur les avances. On continue et on tiendra ! »

Et ça tient. En permanence, par roulement 70 à 80 grévistes demeurent dans l'usine. Le comité de grève élu (composé de 25 membres) organise la sécurité et la distribution des fonds.

Mais ça ne suffit pas à emporter la décision. Jeudi, les grandes manœuvres commencent. Au cours de la négociation, le délégué CFTC « Il a 63 ans, m'assure un gréviste, mais il est incapable de se moucher sans demander son avis au permanent départemental » lance ingénument l'idée que sur les 600 francs de la prime de reprise, trois journées payées 100 F pourraient faire le solde (300 F étant déjà acquis par les grévistes). La CFDT bondit, la CGT se tait, le patron sourit : la mécanique est enclenchée.

« enlever le singe »

Vendredi matin, un huissier arrive et délivre quelques citations à comparaître pour « atteinte à la propriété privée ». Séance à 15 h au tribunal de Saint-Etienne. Rediscussion, repropositions CFTC, re-indignation CFDT, résilience CGT. Puis, SUR PROPOSITION PATRONALE, LE TRIBUNAL AJOURNE A MARDI L'EXAMEN DE LA PLAINTE. Fermes et unis CGT et CFDT maintiennent l'exigence de principe d'une augmentation uniforme PORTANT SUR L'HEURE DE SALAIRE, et non sur des primes. Mais devant l'assemblée des travailleurs, seule la CFTC rend compte des négociations. Le délégué CFDT a dû partir pour Lyon et la CGT, toujours privée de son leader, reste silencieuse. Rendez-vous est pris pour une assemblée générale le lendemain : incertitude et désarroi. Les permanents départementaux ou locaux — étrangers à l'usine — se répandent en propos défaitistes « vous êtes isolés, personne ne vous suit, c'est sans espoir, il faut rentrer. D'ailleurs sept semaines c'est trop, on

vous l'avait bien dit... C'était aventuriste ». D'aucuns vont plus loin : « Il y a des gauchistes venus de Paris pour enlever le singe » (le directeur de l'usine) ou sont plus agressifs : « vous allez faire longtemps les malins comme ça ? ».

Le lendemain tout le monde est là au réfectoire dès 8 h 30 mais l'Assemblée ne commencera pas tout de suite : il faut d'abord régler les comptes.

Le délégué syndical de l'usine, l'initiateur de l'action, est venu, malgré sa maladie, afin de voir avec ses camarades, comment, si possible, continuer l'action, ou du moins rentrer la tête haute.

A la réunion syndicale CGT, les deux dirigeants de l'UD CGT de la Loire sont là, les dirigeants de l'UL CGT, les dirigeants CGT des autres usines et même le représentant du PC dans le comité de soutien. Ils sont venus pour en finir.

Vial (l'un des chefs départementaux) commence le réquisitoire. Tout y passe : vie privée, comportement personnel, accusations infamantes : « Il a touché 150.000 F (anciens) des gauchistes pour faire faire la grève ». Toute la gamme des méthodes des procès stalinien est utilisée devant les militants stupéfaits, abasourdis, chagrinés puis en colère. Plusieurs d'entre eux s'indignent : « Salaud, t'as pas le droit de dire ça, si tu continues je te frappe » crie un jeune militant. Lucien, qui en 27 ans de syndicalisme, en a vu beaucoup, cette fois ne peut retenir ses larmes, et quitte l'usine accompagné de quelques-uns de ses camarades.

Les autres, interdits, terrorisés, descendent au réfectoire où « en trois coups de cuillère à pot, on fait comme si tout le monde voulait rentrer. »

une escroquerie

L'an dernier, les travailleurs de Cégédur ont obtenu une réduction d'horaire qui se traduisait par 3 jours chômés et payés. La proposition CFTC, consistant à payer 100 F ces journées-là précisément, permet au patron de contourner cette disposition. En effet, la journée moyenne est payée 70 F : ce n'est donc qu'un avantage de 30 F au départ. Mais en fait, si l'ouvrier avait travaillé ce jour-là, il aurait touché 70 F (journée chômée payée), plus sa journée en heure supplémentaire soit 85 F. 70 F plus 85 F font 155 F. La CGT (épurée) et la CFTC ont donc fait cadeau de 55 F au patron. Encore bravo.

Assommés et écœurés de voir traîner dans la boue leur vieux camarade, les ouvriers n'ont même plus le courage de voter. Ni pour, ni contre. Ils ne savent plus. Le délégué CFDT annonce qu'il ne signera pas l'accord. Il maintiendra sa position devant le patron qui arrive gouguenard devant la grille au moment où le « commando extérieur de reprise du travail » sort de l'Assemblée. Le camarade de la CFDT tente qu'au moins la défaite ne soit pas l'humiliation en proposant un amendement disant que le protocole ne préjuge pas des discussions ultérieures. ACCEPTE PAR LES DELEGUES CGT ET CFTC DE L'USINE, CET AMENDEMENT NE SERA PAS INSCRIT CAR VIAL DECLARE : « JE M'Y OPPOSE ».

C'est la fin de la grève. C'est aussi un coup dur pour la CGT de l'usine. « Tant de courage pour en arriver là, me confiait un habitant membre du comité de soutien, c'est à vous dégoûter de lutter ». Mais il était immédiatement contredit par un gréviste : « Ces salauds-là ne l'emporteront pas en paradis. »

L'après-midi, dans la ville, des jeunes de Saint-Etienne, après avoir manifesté, venaient apporter 2.500 francs aux grévistes...

J'ai vu alors les visages crispés du matin se détendre et sourire. Rien n'est fini.

Jacques BLEIBTREU ■



L'USINE OCCUPEE. Qui porte la responsabilité de l'échec ?

A.P.L.

● Berliet : 18 semaines de lutte

Depuis 18 semaines la lutte continue chez Berliet et malgré le silence actuel de la presse, télévision et radio, les ouvriers sont toujours affrontés au patronat (TS n° 562).

Cette longue lutte a, jusqu'à cette semaine, connu quatre périodes distinctes :

1. Les ouvriers se mettent à l'action devant le refus de la direction depuis de longs mois à répondre positivement aux revendications de salaires et conditions de travail.

Pendant plusieurs semaines, la direction fait le mort et ne répond pas. C'est la C.F.T. qui répond aux travailleurs par une tentative de démobilisation.

mobilisation interprofessionnelle se réalise.

3. Le conflit redevient intérieur à l'entreprise ; l'Etat arbitre une commission de conciliation pendant deux semaines et conclut sur les positions patronales qui accordent les 1.100 F par mois (42 h 30 par semaine), 200 F sous forme de prime pour décembre seulement et demi-salaire payé à partir du 1^{er} janvier 73 dû aux réductions d'horaires non compensées en 72. Rien sur l'augmentation uniforme.

4. La presse, la télévision, la radio s'arrêtent de parler à partir des conclusions de la commission de conciliation. Les ouvriers décident de continuer la lutte. Les organisations syndicales CGT-CFDT responsables de la conduite de l'action proposent, devant la dureté de la direction, de modifier le contenu de l'objectif de lutte afin d'arriver à un compromis valable aux yeux des travailleurs.

Les propositions consistent à partir du salaire minimum de 1.100 F pour appliquer la grille unique de salaire du manoeuvre au cadre. Cette position doit permettre une augmentation substantielle des catégories les moins élevées. Les travailleurs en discutent dans les ateliers, mènent une première action de délégation auprès des chefs d'atelier dans les secteurs de Vénissieux. La mobilisation est en train de se faire sur ce nouveau contenu quand la direction lance son attaque sur les élus du Comité d'Entreprise. Cette attaque consiste à jeter le doute envers les responsables syndicaux en affirmant qu'ils puisent dans la caisse du CE pour payer les travailleurs afin qu'ils continuent la grève.

masquer l'enjeu

Ces attaques de la direction sont posées en terme moral,



DR

essayant devant l'opinion publique, et même devant les travailleurs de l'entreprise, de masquer l'enjeu de la lutte des ouvriers, avec leurs organisations syndicales, visant aussi à faire abandonner leurs positions de classe et évitant ainsi la prise de conscience des travailleurs de leur situation d'exploités.

Le CE est un outil pour les travailleurs dans leur lutte de classe que Berliet voudrait enlever aux organisations syndicales puis prendre en main (par l'intermédiaire d'organisations à sa dévotion). Toutes ces manoeuvres ont pu être déjouées jusqu'à ce jour.

A l'intérieur de l'entreprise, la dureté de la lutte, sa longueur, les tentatives de reprise en main par la direction, par ses attaques nécessitent encore plus une affirmation de la démocratie ouvrière pour exprimer les problèmes concrets d'exploitation et lutter contre

les cadences, emploi, qualification, conditions de travail, etc., par le contrôle permanent des travailleurs dans chacune de leurs équipes, de leur condition de vie au travail. C'est la coordination de ces secteurs entre eux qui permet de continuer l'affrontement avec le patronat. A l'extérieur, le patronat et l'Etat, par leurs communiqués, tentent de faire croire que le conflit est interminable par la faute des travailleurs qui n'ont pas accepté le bon compromis patronal. Plus que jamais l'information doit être faite sans compter sur la presse et la télévision du système.

Le capitalisme montre d'une façon évidente qu'il défend durement son pouvoir, il est évident aux travailleurs que le socialisme ne viendra pas par un coup de baguette magique, d'un quelconque sauveur. C'est le développement de la lutte de classes qui permettra la prise de pouvoir de l'Etat et de l'économie pour une société socialiste. Lutter pour la victoire électorale des travailleurs d'une façon irréversible, c'est dès à présent déterminer l'unité nécessaire pour mener le combat de classe dans les entreprises jusqu'à l'instauration d'une société socialiste.

Les Groupes Berliet ■

● police et démocratie

Ça commence à jaser dans les commissariats. Dernièrement, à propos d'incidents physiques à l'intérieur de la caserne des CRS de Vélizy (Yvelines), le syndicat autonome de la police a dénoncé les agissements de certains éléments contrôlés par le pouvoir.

Depuis le 22 janvier, 70.000 policiers en tenue élisent leurs délégués et, compte tenu de ce qu'on appelle fort respectueusement « le malaise de la police », le pouvoir est inquiet. Nous disons que la police est pourrie, les policiers estiment que nous exagérons, mais ils ne nous contredisent pas.

Le syndicat CGT de la police vient de convoquer la presse pour lui faire part de son point de vue, qu'il exprime dans une brochure qui ne passera pas inaperçue (1).

Un point d'accord entre les flics et nous : la politique de M. Marcellin est abjecte. Pour notre part, nous sommes plus sensibles (façon de parler !) à la répression et les policiers aux conditions de travail et à l'organisation de leur administration.

Ils disent qu'avec 4.914 postes créés en 1973 nous aurons, en France, 102.100 flics. Insuffisant, d'après eux. Mais ils ajoutent que si déjà ceux-là étaient mieux employés (comprenez : s'ils cognaient moins), il y aurait du mieux.

Ainsi, en 1972, 433 policiers seulement, sur 2.700 créations de postes, ont été affectés aux départements de la région parisienne, ce qui vous explique pourquoi il n'y a personne à la sortie des écoles pour aider les enfants à traverser les rues ; pourquoi, en banlieue, on ne laisse pas sortir les petites filles à la nuit tombée, et, pourquoi on autorise la RATP à

avoir sa propre police pour surveiller les couloirs de circulation réservés aux bus.

« forces figées »

Conclusion : la majorité des postes créés concerne les brigades d'intervention, les méchants qui tapent sur les manifestants. Le syndicat CGT, pudiquement, estime que ces brigades sont des « forces figées », c'est-à-dire qu'entre la visite de Golda Meir et la manif sur le Vietnam, ces protecteurs de l'ordre n'ont rien d'autre à faire qu'à déambuler dans les cours de casernes en tournant en rond autour de leurs bâtons... On s'entraîne un peu, aussi.

Il est difficile à un professionnel de vous dire qu'il ne sert à rien. Les policiers ne font pas exception... Et il est vrai que pour encore pas mal de temps nous aurons besoin d'une police. Le tout est de savoir comment on l'utilise... Les policiers CGT ne veulent plus être des incompris et des mal-aimés, le seul moyen est de mettre la police au service de la nation, du peuple et non à la solde du pouvoir. C'est le thème de la brochure. Et, sachant que la répression policière n'épargne même pas les policiers qui osent dire ce qu'ils pensent, ce texte est courageux. On y dit quelques vérités évidentes du style : « L'uniforme ne confère aucune supériorité, le policier en tenue doit être soumis aux ordres du civil. » C'est évident, mais, de la bouche même d'un policier, ce n'est pas sans valeur.

efficacité

Le syndicat CGT estime que la police doit être efficace, c'est son mot. Il faut donc revoir

son organisation et en faire un corps de fonctionnaires indépendants des fluctuations électorales. D'où la nécessité d'un statut national et, pourquoi pas, un code de déontologie professionnelle que l'on compare à celui des médecins (sic). La CGT émet de grosses réserves sur l'implantation de nouveaux préfets de police, et s'élève contre la notion de sécurité publique liée au maintien de l'ordre. Les CRS devraient être plus souvent sur les routes et sur les plages qu'aux portes des facultés. Et puis, M. Pompidou ferait mieux de parler autrement de l'ordre, car ça fait du tort aux policiers.

A dire vrai, ces propositions définissent le rôle de la police après le Programme commun. Evidemment, le syndicat le soutient, tout en manifestant son opposition sur certains points : particulièrement le rattachement de la police criminelle au ministère de la Justice. On a l'esprit de famille.

Tout ça c'est bien gentil, mais ceux qui ont le souvenir de quelques bosses (soyons modestes) sont en droit de penser que les bonnes intentions ne font pas le bon flic. Le syndicat des policiers est d'accord. Changer les mentalités ne sera pas chose simple, on a tellement conditionné les flics : « Le contexte dans lequel on les forme tend au contraire à montrer au policier qu'il y a des délinquants-nés, des fauteurs de troubles-nés, qui sont l'ouvrier, le syndicaliste, l'immigré, le pauvre hère, le mal vêtu, voire maintenant l'étudiant, l'intellectuel, qui sont automatiquement tributaires de la loi répressive... »

Pour faire évoluer les mentalités, ce que le syndicat appelle la « formation civique », on a fait des propositions : « Bien loin d'enfermer les élèves dans un milieu artificiel et les couper du monde — qu'il s'agisse des personnels en tenue ou des personnels en civil — il faut, au contraire, leur ouvrir largement les yeux sur la vie pour compenser le manque d'expérience et d'informations dont nous avons parlé. Le programme devrait donc comporter, non seulement des no-



tions de psychologie et de sociologie, mais aussi des aperçus sur les divers milieux sociaux et leurs problèmes, ce qui élargirait déjà l'horizon, mais — et ceci est important — qui ne soient pas donnés par des professeurs appartenant à la police. Ils le seraient, soit par des universitaires spécialisés en ces matières, plus neutres et plus objectifs, soit par des membres qualifiés d'organisations représentatives de ces milieux sociaux et professionnels. Parmi ceux-ci, nous pensons évidemment aux syn-

dicats de salariés, de paysans, d'étudiants, etc., et aux syndicats de la police eux-mêmes. »

une avancée

Certes, il faudrait aller plus loin, mais il n'est encore pas possible à la police de débattre de son rôle dans le type de société que nous avançons. Si déjà les mesures avancées par la CGT pouvaient être appliquées... Ce ne sera pas facile, les syndicats CGT et CFDT représentent à peine 13 % des suffrages aux élections professionnelles de 1968. Celles de cette semaine devraient quand même marquer une avancée.

Jacques FERLUS ■

(1) Pour une police unifiée, démocratique au service de la population. Fédération Générale des Syndicats de la Police Nationale, 26, rue Ste-Félicité, Paris (15^e).

● Poudroux : pas fini

Yvon Poudroux a gagné : le ministère s'est engagé à le réaffecter à la Réunion (« TS » 559) dans les 6 mois qui viennent, et à prendre en charge les frais de voyage de sa famille. Mais l'affaire Poudroux n'est pas terminée : reste à veiller à l'application de cette promesse, et à obtenir pour ce père de 10 enfants le versement de dommages et intérêts, à la suite de sa mutation arbitraire.

Ainsi donc, un syndicaliste de la CFDT, soutenu par son syndicat et pris en charge par un comité de soutien, a fait revenir le ministère de l'Equipement sur son refus catégorique.

Le comité de soutien créé à Villeneuve-Saint-Georges dès le troisième jour de la grève de la faim d'Yvon Poudroux, à l'initiative des militants CFDT et PSU, a reçu ensuite l'appui des militants du PCF, de la Ligue communiste, du Front libérateur, du MRAP et de nombreux chrétiens de Villeneuve-Saint-Georges.

Le cartel des différentes organisations politiques a été combattu

au profit d'une action commune décidée et menée par les présents. Sur cette base, le PCF, sentant le contrôle lui échapper, a quitté le comité de soutien après la distribution d'un tract informant de l'intervention de ses élus et avançant le Programme commun comme solution miracle.

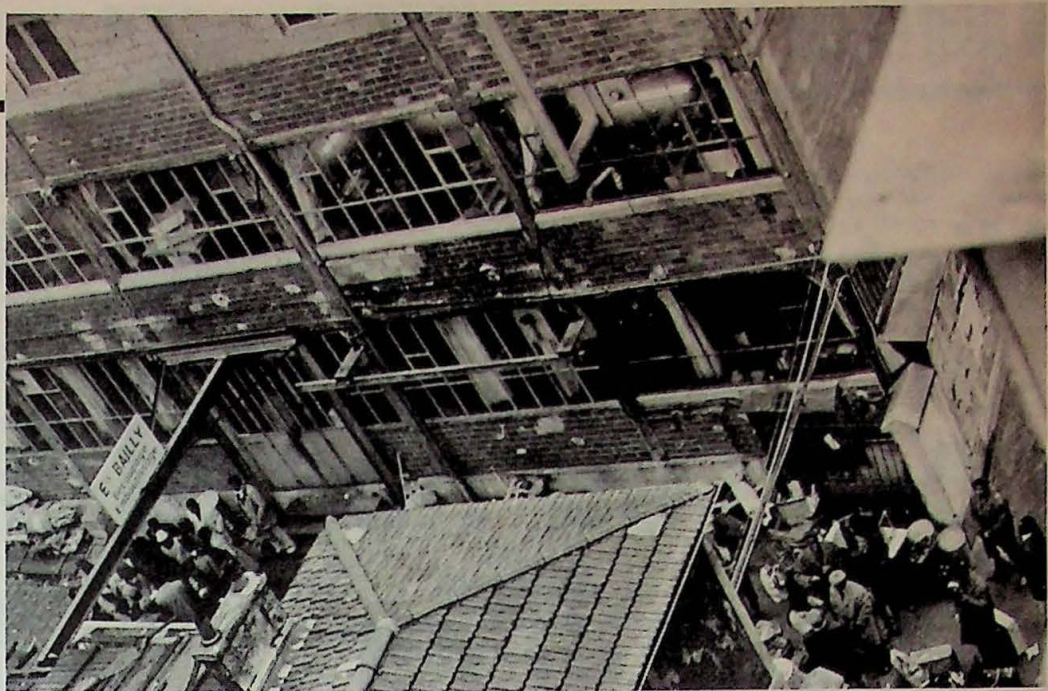
Le comité de soutien a popularisé la lutte d'Yvon Poudroux (tracts, affiches, articles de presse, pétitions) et organisé le soutien financier. Il a envoyé des délégations au ministère de l'Equipement et travaillé en liaison permanente avec les responsables CFDT chargés de défendre les revendications d'Yvon Poudroux.

L'impact sur la population de Villeneuve-Saint-Georges : en soutenant fermement les revendications d'Yvon Poudroux, la population a eu conscience de participer à la lutte pour la liberté d'expression et contre le régime d'exception auquel sont soumis les DOM-TOM. Ainsi donc, une action désespérée comme une grève de la faim, développée dans la deuxième quinzaine de décembre 1972, période peu favorable à une mobilisation, a fait prendre conscience à de nombreux travailleurs que l'impérialisme français n'a pas pris fin avec la guerre d'Algérie.

L'action du comité de soutien continue ! Sa mobilisation ne se relâche pas tant que le règlement du contentieux financier n'est pas acquis.

Correspondance ■

● hiver ou pas ça expulse !



LE FOYER DE LA RUE BISSON (PARIS XX^e).
La loi des propriétaires.

Depuis quelques semaines un décret autorise la préfecture à procéder aux expulsions pendant l'hiver. Cette mesure ajoute s'il en était besoin au caractère inhumain de ces prétendus « relogements » dont sont particulièrement victimes les travailleurs immigrés et les personnes âgées. Jeudi dernier d'énormes forces de police ont été mobilisées dans le 15^e arrondissement et dans le

quartier de Belleville pour procéder à ces expulsions. A cette occasion plusieurs dizaines de militants du PSU et de Lutte Ouvrière venus soutenir les travailleurs Africains de la rue Bisson à Paris ont été arrêtés et gardés au commissariat du 20^e arrondissement toute la journée. M. le nouveau préfet, Jacques Lenoir, fait vraiment bien les choses !

● dans le XV^e : à coups de matraques

DES expulsions, dans le XV^e ça n'est pas nouveau. Pourtant en hiver, les Pouvoirs publics y renoncent souvent.

Mais les 11 et 13 janvier 1973, les locataires des hôtels meublés (13, rue de l'Ingénieur-Keller, 43, rue Saint-Charles, 126, rue Lecourbe), une centaine environ, reçoivent des services préfectoraux un avis d'expulsion. Il s'agit essentiellement de personnes âgées et de travailleurs immigrés, dont de nombreux employés de la voirie.

Un relogement leur est offert. Renseignements pris, on leur propose des places dans des foyers dans des conditions inadmissibles : certains sont déjà suroccupés, ou insalubres (boulevard de Vaugirard) ; d'autres sont beaucoup plus chers (210 à 280 F par mois) que les hôtels visés par les mesures d'évacuation. La plupart des foyers sont situés loin du XV^e (dans le XIX^e par exemple) et pour les travailleurs de la voirie qui commencent tôt le matin, avant l'ouverture du métro, le relogement équivaut à une perte d'emploi. Naturellement, le droit de visite est pratiquement interdit dans tous les foyers.

La mobilisation est immédiate. Le dimanche 14 à 11 h 30 au marché de la rue Saint-Charles, les locataires menacés, avec l'appui de militants de nombreuses organisations politiques et syndicales, commencent une campagne d'information. Une centaine de personnes défilent en ordre dans les rues avoisinantes. Parmi elles : des syndicalistes CGT et CFDT des entreprises du quartier (1), un prêtre de la paroisse Saint-Christophe, le candidat PSU (C. Rollet) de la 19^e circonscription et celui de Lutte Ouvrière.

la mobilisation paie

Le 16 rien. Mais le 17, vers 9 h 30, malgré la résistance des locataires et des habitants du quartier présents, des policiers en treillis enfoncent la porte du 43, rue Saint-Charles et en délogent les occupants. Malgré les efforts et les démarches de tous ceux qui les soutiennent, un grand nombre d'entre eux n'ont pas trouvé de relogement convenable à ce jour.

Le soir même 300 personnes se regroupent dans le quartier pour protester contre le scandale et affirmer leur soutien aux locataires expulsés et à ceux qui restent menacés (au 126, rue Lecourbe et au 13, rue Keller).

La mobilisation paie : samedi la préfecture fait savoir par écrit que l'expulsion du 126 est ajournée. Mais ce n'est pas le moment de relâcher le soutien.

Samedi vers 18 h 10, alors que le cortège se forme, 2 militants de Lutte Ouvrière qui venaient d'appeler les habitants à se joindre à eux, sont embarqués par la police. Immédiatement une délégation se rend au commissariat pour demander leur libération. Celle-ci aura lieu dans la nuit.

La manifestation, 400 à 500 personnes, parcourt la rue Mademoiselle. A la hauteur de l'église, les CRS chargent par derrière, sans sommation. Des personnes du cortège, notamment des personnes âgées, et d'autres... sont sauvagement matraquées. Toute la population du quartier conspu la police et manifeste son indignation. Les CRS se retirent.

Des marches de l'église, les organisateurs s'adressent aux habitants et lancent l'ordre de dispersion. Plusieurs personnes ont été arrêtées.

■ Correspondance

(1) Hachette, PTT, Ville de Paris, CGCT.

● Belleville : mille flics pour le foyer Bisson

JEUDI 18, à 8 heures du matin, mille policiers, avec quarante cars de police, prenaient position dans le quartier de Belleville.

Que se passait-il ? Une émeute ? Non, ils étaient venus prêter main forte (1) à M. Roberrini, attaché à la préfecture pour le « service » des migrants, afin d'expulser quatre cents travailleurs africains qui vivaient dans un taudis, rue Bisson, et à qui l'on offrait de magnifiques foyers provisoires créés à leur intention et situés Porte des Lilas, Porte Pouchet et Porte d'Ivry. Mais enfin, diable, pourquoi n'y courraient-ils donc pas ? Un peu d'histoire, d'abord.

Le Foyer a été ouvert en 1966 dans une ancienne cartonnerie désaffectée. Attirés par une publicité trompeuse, les travailleurs venaient d'autres taudis qui allaient être démolis. En fait, pour 2 m² chacun, ils payaient 70 F par lit et

210 F de caution. Pour quatre cents occupants, il y avait dix WC et onze points d'eau. Pas d'armoires, pas de penderies, pas de tables, pas de chaises, rien pour la sécurité, un chauffage qui ne fonctionnait pas.

Face à cette situation, les travailleurs africains décidèrent, en juillet 71, de faire la grève des loyers et demandaient à être relogés tous ensemble dans un foyer neuf dans Paris.

Ils se constituèrent en association et c'était des délégués, élus par eux, qui géraient la communauté — paiement de l'eau, de l'électricité, etc. — et, surtout, qui « organisaient la solidarité » entre tous.

“modules mobiles”

La préfecture construisit donc des foyers provisoires aux portes de Paris, qui permettaient aux quatre cents travailleurs d'être relogés. Ces foyers sont des « modules mobiles », chaque module comprenant deux ailes de trois chambres pour treize personnes et, au centre, un tout petit réfectoire

pour les vingt-six personnes, et deux cuisinières électriques à quatre feux.

Le 6 janvier 1973, le conseil municipal de Paris avait adopté un prix de 4,50 F par jour pour un lit, et, deux jours plus tard, ce prix était porté à 5,70 F sans que l'on sache par qui et pourquoi (baisse de la TVA !), ce qui fait, par mois, pour un individu, 171 F, pour un module 3.946 F, soit 47.332 F par an (rentable, non ?).

Les travailleurs africains n'étaient pas hostiles à ce déménagement moyennant quatre conditions :

1. Avoir le droit de visite.
2. Diminution du prix du lit.
3. Pouvoir accueillir des chômeurs non assistés.
4. Gérer eux-mêmes leur foyer.

L'administration — connaissant la force et la détermination des Africains — décida de mettre le paquet le jour J de l'expulsion : quarante cars de police, mille policiers. Les alphabétiseurs et les militants venus apporter leur soutien furent dispersés ou emmenés au poste de police pour n'en sortir que huit heures plus tard, à 17 h. Parmi les militants embarqués se trouvaient Gérard Féran, venu là au nom du BN, et Guy Philippon, candidat PSU dans la circonscription. On emmena même des passants, notamment un coiffeur qui était venu faire une course et que ses clientes atten-

dirent en vain toute la journée, il ne put même pas prévenir téléphoniquement, tout contact avec l'extérieur étant refusé par le commissaire de police. Autant dire qu'une certaine prise de conscience se fit ce jour-là...

Les mille flics n'empêchèrent pas les Africains de discuter pied à pied pendant 1 h 30 avec le représentant du préfet qui céda au moins partiellement — et verbalement seulement — sur les points suivants :

- Droit de visite accepté.
- Un délégué à la gestion est accordé.

— Quant aux chômeurs non assistés, il est entendu que dans l'immédiat, tous ceux qui sont à Bisson peuvent être relogés, et ce sont les Africains eux-mêmes qui se sont répartis dans chacun des trois foyers.

Quant au prix du loyer, cela n'était pas de son ressort mais d'un bureau d'Aide sociale !...

De telles pressions furent faites sur les délégués, voire des menaces — et le rapport de forces étant ce qu'il était — que, dans l'immédiat, les travailleurs durent céder et accepter les « compromis » du représentant du préfet.

Et maintenant, c'est là où ils sont, dans leurs nouveaux foyers, que les travailleurs africains vont arracher ce qu'ils n'ont pu obtenir.

● Arras : surchauffe dans les HLM

C'est chouette Arras ! C'est socialiste. Donc il n'y a pas de problème. Des HLM on en a construit, aussi moches qu'aillieurs mais enfin ils y sont. Le maire c'est Guy Mollet. Le président de l'office HLM c'est Darras (député socialiste), le vice-président Letoquart (maire communiste d'Avion). Du beau monde.

Eh bien tous ces « camarades » ne parviennent pas à trouver la solution à une grève des locataires des H.L.M. d'Arras-Ouest. Et ça dure depuis deux ans :

A cette époque les habitants, en ont eu assez des augmentations de loyer tous les six mois. Puis ils se sont aperçus que les charges étaient vraiment de lourdes charges. Particulièrement pour ce qui concerne le chauffage. Après des pétitions et des manifestations, ils obtinrent l'annulation d'une année de surchauffe (chauffage hors de la période légale), la promesse de réviser le contrat de chauffage.

Mais il reste quatre années de surchauffe à payer (800 F pour un F4). Les locataires refusent. Alors l'office H.L.M. utilise les mêmes méthodes que les propriétaires privés : expulsions, lettres de menaces, saisies des salaires, chantage à l'allocation-logement, visites d'huissiers.

Les locataires tiennent bon. Ils ont engagé une procédure en justice qui coûte fort cher. Un comité de soutien s'est créé et il lance un pressant appel financier.

Ce qui va être curieux à Arras, c'est de voir de quelle manière les candidats du P.C. et du P.S. vont expliquer le chapitre logement du programme commun. Car c'est sûr, on va leur poser des questions...

Correspondant ■

Pour le soutien financier : Françoise Schalchli, 6, rue des 3-Pommettes, Arras. CCP Paris 244 2743.

● Melun : ouvriers-détenus

Le directeur de la Maison centrale de Melun a reçu, il y a une semaine, une lettre dont il ne s'est pas encore remis. Les détenus y expliquaient la raison de la grève de 3/4 d'heure qu'ils avaient faite chaque jour dans la semaine du 8 au 13 janvier. Mieux. (Pire, de l'avis du directeur) : les prisonniers se définissent eux-mêmes comme **ouvriers détenus**, fondaient leurs revendications sur un article du « Journal Officiel » prévoyant que « les salaires doivent se rapprocher de ceux pratiqués à l'extérieur ». Ils étaient ainsi fondés à exiger le SMIC, un salaire horaire de 1,40 F de l'heure pour les apprentis des ateliers de brochure, et à refuser les saisies sur le dernier mois de salaire afin de laisser un pécule au détenu libérable. Gageons que le directeur de Melun demandera sa mutation sous peu !

Correspondance ■

● PTT : la bataille des auxiliaires

Le personnel auxiliaire du Centre téléphonique d'Argeles-Gazost vient d'engager le combat pour défendre son droit au travail. En effet 22 auxiliaires vont être licenciées avec l'automatisation prochaine du réseau de ce secteur. Conscients du danger qui les menace, les travailleurs des P. et T. d'Argeles ont débrayé à 100 % par trois fois pour 24 heures afin d'obliger les pouvoirs publics et l'administration, à prendre en considération leurs revendications, à savoir :

- reclassement prioritaire dans l'administration des P. et T.
- garanties de conditions et de rémunérations égales pour les emplois offerts à l'extérieur.

A plus long terme les travailleurs des P. et T. demandent la titularisation des auxiliaires et l'embauche de personnel nouveau, notamment à la Postale où l'augmentation croissante du trafic crée, particulièrement pour les préposés, des conditions de travail déplorables.

La bataille des auxiliaires ne fait que commencer. Au nom de la rentabilité, l'administration des P. et T. n'hésite pas à licencier sans aucune pitié, des personnels qui n'ont aucun statut.

Aujourd'hui ce sont les camarades d'Argeles qui sont frappées, mais nous savons que d'autres auxiliaires sont menacés pour demain, et notamment, une cinquantaine au Central téléphonique de Lannemezan qui doit disparaître avec l'automatisation avant 1976.

Correspondance. ■

Vietnam : ce qu'on ne peut oublier



DR

Mardi 19 h. Kissinger vient de repartir à Washington. Les observateurs s'interrogent. Est-ce le signe que l'accord est conclu ou que de nouvelles difficultés viennent de surgir ? Au moment où nous mettons « TS » sous presse, rien n'est encore conclu concernant un cessez-le-feu au Vietnam. Pourtant les Américains ne seront pas quittes devant l'opinion mondiale le jour où ils quitteront le Vietnam. Leurs massacres innombrables resteront pour longtemps l'exemple le plus atroce des crimes que peut commettre l'impérialisme lorsqu'il veut imposer sa domination.

LES Américains ne vont pas se retirer de la péninsule indochinoise, malgré l'accord de cessez-le-feu au Vietnam, malgré les promesses démagogiques de Nixon lors de son investiture, selon lesquelles les U.S.A. ne s'occuperaient plus des affaires des autres. Les bases U.S. en Thaïlande vont subsister. C'est pour cela que, malgré la signature d'une paix dont on ne connaît pas encore les modalités techniques et politiques, il faut rappeler les aspects les plus atroces de l'intervention impérialiste au Vietnam.

Aujourd'hui encore au Sud, on massacre. Voici comment :

Des GI cernent un village déjà réduit en cendres par des bombes d'avion et des obus. Des abris, on fait sortir la population qui s'y est réfugiée : tous les jeunes sont partis, il ne reste que

des femmes, des enfants, des vieillards. Les voici alignés, regardant fixement les soldats américains qui les entourent. Un ordre est donné : les GI tirent, plusieurs centaines de corps tombent, les uns sur les autres, des enfants encore accrochés au sein de leur mère.

Si le monde entier connaît le nom de My-lai, combien de centaines d'autres villages sud-vietnamiens, ainsi rasés, nettoyés de leur population, ont disparu, corps et biens, après le passage des troupes américaines ? La guerre que les Américains font au Sud Vietnam est dans toute son acception une guerre totale. Le Pentagone a même créé une expression qui dit bien la façon dont il conçoit cette guerre : **free killing**. Libre de tuer. Là où sont censés se trouver des « Vietcong », libre de tuer. Comme les Vietcong se

trouvent jusqu'au cœur de Saigon, jusque dans les hautes sphères de l'administration saïgonnaise, le pays tout entier est secteur **free killing**. Quinze millions de tonnes de bombes, d'obus, de projectiles divers ont été jetés ainsi depuis quelques années, et surtout ces derniers mois, sur le sud-Vietnam.

Contre les villages, le commandement US emploie fréquemment la tactique suivante : bombes explosives et incendiaires sur les habitations pour obliger la population à fuir le centre du village, couronne de bombes à billes et de napalm-phosphore encerclant le village pour massacrer ceux qui s'enfuient.

Puis là où les forces terrestres et fan-toches peuvent encore accéder, des bulldozers viennent réduire en miettes ce qui reste des habitations et des cultures afin de rendre impossible toute reconstruction, de rendre la terre invivable. Enfin, des hélicoptères se chargent de déplacer les survivants, de les transporter dans des camps de réfugiés où les gens encore valides seront enrôlés de force par l'armée et la police saïgonnaise. Les adolescents y sont séparés de leurs parents pour subir une éducation spéciale, au contact des unités spéciales de rangers, de paras, de policiers qui les initient peu à peu à l'art de tuer et de torturer.

rendre toute vie impossible

Comme le déluge de bombes et de napalm n'arrive pas à toucher toute la population, qui a la ressource de se cacher dans des abris souterrains, le commandement U.S. s'attaque directement à la base, au ravitaillement même de la population. Les produits chimiques complétant l'œuvre des bombes interdisent toute culture, détruisent toute végétation, rendant la vie impossible non seulement à l'homme, mais aussi aux animaux. On ne voit plus un arbre, on n'entend plus chanter un oiseau ni voler un insecte.

Rappelons le témoignage du G.I. David Tucke au tribunal Russel : « On avait pris l'habitude à la 73^e brigade aéroportée de couper les oreilles des ca-

davres après le combat pour les garder en souvenir. C'était la même chose au 1^{er} et au 14^e régiment de la 25^e division, 3^e brigade. Le possesseur du plus grand nombre d'oreilles était considéré comme le tueur Vietcong N° 1. »

On a ainsi fait des G.I.s des machines à tuer.

En arrachant les hommes à toute vie sociale, en ruinant complètement le système de valeurs traditionnelles chez les jeunes, les Américains ont fabriqué des hommes de main en série.

Pris en main par des équipes spécialisées, qui savent combiner les méthodes courantes de formation militaire avec des recettes psychologiques plus raffinées, la jeune recrue perd rapidement tout sentiment national, toute notion morale pour devenir le tueur professionnel, le tortionnaire prêt à tous les crimes.

Tueries en masse, bombardements sans discrimination, attaque contre la population civile, tortures les plus raffinées, camps de concentration et cages à tigres, napalm et produits chimiques, tout cela, les dirigeants du Pentagone et de la Maison Blanche l'ont préconisé, et mieux est, l'ont planifié. Les crimes ne sont nullement des contingences au cours d'une guerre « propre », mais partie intégrante de la guerre d'agression, de la guerre néo-coloniale que les U.S.A. mènent au Vietnam. Les Américains sont intervenus alors que le peuple vietnamien avait déjà vaincu les colonialistes français à Dien-bien-phu et opéré de profondes réformes démocratiques ; une moitié du pays s'appretait à édifier le socialisme. La toile d'araignée politique, économique, idéologique, tissée soigneusement par les services américains n'a pas suffi à contrôler, à duper, à intimider une population qui avait déjà mené un long combat sur tous les plans.

Voilà ce qu'on ne peut oublier. Les accords signés, la solidarité et la vigilance devront continuer. Nous devons être des milliers comme samedi dernier de Belleville à République, à expliquer que Nixon-la- peste ne pourra pas rester impuni des crimes qu'il a commis. Nous devons aussi continuer l'aide concrète au peuple vietnamien en vivres, médicaments, pour lui permettre de tenir jusqu'à la reconnaissance de son droit à vivre libre.

Yves PELISSIER ■

à l'heure de l'investiture



DR

BELLEVILLE, samedi 20 janvier, 16 heures. Au milieu des promeneurs du samedi surgit soudain une banderole : « Thieu, démission - GRP à Saigon. » En quelques secondes, à l'heure même où le criminel de guerre Nixon se livre à sa parodie de serment, 1 500 militants et sympathisants du PSU et des Centres d'initiative communiste se forment en cortège. Et la manifestation commence à descendre la rue du Faubourg-du-Temple.

Parcours entièrement balisé par des militants qui assurent le contact avec le S.O. Il est convenu que l'on ira jusqu'au premier barrage policier dont la position est connue, mais qu'un affrontement sera dans toute la mesure du possible évité. Motif : préserver toutes les possibilités de mobilisation populaire en cas de nou-

velle volte-face de Nixon, donc ne pas marginaliser le mouvement anti-impérialiste.

On s'engage sur la place de la République. Il y a quelques mois, on n'aurait pas osé lancer le PSU parisien dans tant d'espace... aujourd'hui, ça n'est plus pareil. Ça a même de la gueule. On stationne sur le boulevard St-Martin, à quelques mètres des brigades spéciales. Prise de parole. Au moment précis où la police prend position pour charger, l'ordre de dispersion est donné. Sous la protection du S.O. qui reste en place jusqu'à la fin de l'opération, la manif se fond dans la foule comme elle en était sortie.

Une opération réussie techniquement, une démonstration d'une capacité militante en train de se renouveler. Maintenant, on sait que la prochaine fois on pourra être encore plus nombreux, même dans de sem-

blables conditions de mobilisation secrète.

Mais ce n'est pas exactement ce que nous avions l'ambition de faire lorsque l'appel a été lancé pour l'action du 20 janvier. Nous voulions une importante mobilisation de masse à l'Ambassade américaine.

Si elle n'a pas été possible, la faute en revient au gouvernement français qui, en l'interdisant, en bouclant le centre de Paris a prouvé d'une façon éclatante qu'il n'était que l'un des serviteurs les plus zélés de la politique américaine. Comme le rappelaient plusieurs communiqués du PSU, le pouvoir s'est livré à une inqualifiable provocation.

Dès lors, comment riposter ? La situation créée par le gouvernement français interdisait-elle toute mobilisation de masse ? N'y a-t-il aucune issue hors de

l'alternative entre la manif « traine-savates » Bastille-République ou vice-versa, et la bagarre minoritaire ? Il n'y a pas eu accord à l'intérieur du mouvement révolutionnaire sur la réponse à ces questions. A force d'atermoiements, voire parfois de manœuvres déloyales, on est arrivé samedi à plusieurs actions séparées.

Les questions restent posées. Elles impliquent à notre sens en particulier que les critères de choix des actions reposent plus sur les considérations extérieures au mouvement révolutionnaire (et notamment les conditions du travail de masse) que sur les considérations purement internes.

Mais c'est un débat intérieur au mouvement révolutionnaire. Nous avons notre responsabilité entière à l'égard de ce qu'il fait ou ne fait pas. La solidarité face au pouvoir et à sa police n'est pas atténuée par des désaccords intérieurs. Unité face à l'adversaire, débat sans complaisance sur la stratégie et la tactique. Telle demeure notre ligne.

L'essentiel, c'est de ne pas se laisser endormir par l'optimisme déversé à grands flots par la presse et la radio. D'abord parce que Nixon nous a appris ce que valait sa parole. Ensuite parce que l'accord ne résoudra pas en lui-même le problème central : celui de l'installation d'un pouvoir populaire dans un Vietnam unifié. Enfin parce que l'Indochine, c'est aussi le Laos et le Cambodge dont la lutte ne doit pas être oubliée dans l'euphorie d'un cessez-le-feu au Vietnam.

Et, comme disait Brecht, « le ventre est encore fécond d'où sortit la bête immonde »...

Rémy GRILLAULT ■

pourquoi Pompidou ne va pas aux Comores

Parmi les territoires français d'outre-mer, un minuscule archipel au nord de Madagascar dans l'océan Indien : les Comores. Le peuple comorien vient de voter massivement pour l'indépendance. Un nouveau gouvernement a été désigné à cet effet. Son chef, Ahmed Abdallah, est à Paris depuis le 8 janvier pour négocier l'indépendance. Va-t-il l'obtenir ? Rien n'est moins certain. Pompidou n'est pas prêt à lâcher le morceau, des îles soi-disant désertiques ont une réelle importance stratégique. Enfin, la récente conversion d'Ahmed Abdallah à l'idée d'indépendance paraît trop opportuniste pour qu'il soit un avocat convaincant des aspirations du peuple comorien...

DROLE d'idée d'écrire un article sur les Comores ! C'est loin (au fait, c'est où ?), c'est tout petit — 2.236 km², le quart de la Corse, vous pensez — et encore en quatre morceaux ; pas de pétrole, il n'y pousse que des fleurs là-bas et pour le moment, pas le moindre petit cadavre bien chaud à se mettre sous les rotatives.

Ça, encore, ça peut venir... Un TOM bien tranquille, en somme. Pourtant, en y regardant de plus près, il semble bien qu'il s'y passe des choses, la preuve, Decraene soi-même vient de pondre dans « le Monde », des articles sur les Comores et Pompidou, au cours de sa conférence de presse, a été prié de donner son opinion sur la situation qui y règne. Il a dit qu'il était parfaitement satisfait, ce qui n'est pas fait pour nous rassurer.

Mais au fait, pourquoi ne va-t-il pas y faire une petite visite, comme c'était prévu depuis longtemps ? C'est que, voyez-vous, le climat y est très chaud ces temps-ci, surchauffé même, et le président risquerait d'attraper un coup — pas forcément de soleil. Alors !

des enfants ingrats

Eh oui, après 130 ans de tutelle française, voilà que le peuple comorien a envie d'être traité en adulte et veut foutre dehors son bon papa-gâteau qui, pourtant, faisait pleuvoir sur lui une pluie de milliards (il est vrai que sur un sol aussi aride, ça n'a fait pousser que des fonctionnaires — 1^{er} rang au monde — et pour se mettre sous la dent, il y a mieux).

On venait tout juste de commencer un superbe aérodrome pour jets — coût 5 milliards ! Quels enfants ingrats ! Enfin voilà, ils viennent de voter le 3 décembre 1972 à une large majorité pour les partis qui réclament l'indépendance. « Eh bien, s'ils la veulent... » Ah non, maintenant, c'est fini.

1841 : Mayotte est vendue pour quelques deniers à la France par un sultan usurpateur. De là, la France impose à coups de canonnières son protectorat aux autres îles de l'archipel qui est déclaré colonie française en 1912 et incorporé à Madagascar devenue française elle aussi dans l'interval. Ensuite, c'est le banal processus de colonisation, accaparement des terres, cultures de traite, importations et exportations monopolisées par quelques compagnies coloniales — leur idéologie : acheter le moins cher possible les produits locaux, vendre le plus cher possible les produits importés — et les conséquences logiques de cette situation coloniale : pas d'investissement, donc chômage endémique, sous-alimentation, taux de scolarisation de 0,4 % dans le secondaire, un médecin pour 25.000 habi-

tants, une pharmacie (privée), 84 F de revenu annuel moyen à la Grande-Comore (Decraene dixit)..., enfin, c'est pas le paradis, malgré les 4 milliards versés (à qui ?) dans le cadre du Ve Plan.

Le VI^e a doublé la mise. Il doit y avoir un défaut quelque part. C'est en tout cas ce qu'a dû penser la population qui passe à partir de 1963 à une résistance plus active. Formation du mouvement de la libération des Comores (MOLINACO) contraint à l'exil à Dar-es-Salam, d'où il mène une lutte diplomatique — l'inscription de l'archipel, le 2 novembre dernier à la session de l'O.N.U., sur la liste des territoires non encore autonomes est une victoire dans le domaine diplomatique en ce qu'il n'est plus considéré comme partie intégrante de la France. Les soulèvements de paysans et de lycéens se multiplient jusqu'en 1968, où la grève des lycéens de janvier à juin donne le coup d'envoi de la lutte politique. Formation de cinq partis dont l'UDC, le parti vert ou parti des princes qui groupe les féodaux et le RDPC, le parti blanc, qui recrute les fils des précédents, intellectuels et technocrates assimilés.

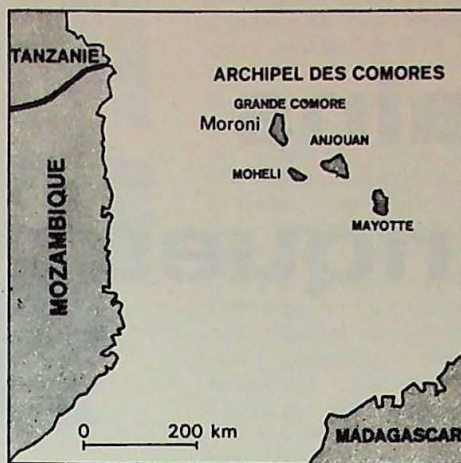
Ces deux partis et leurs satellites vont se livrer à d'innombrables magouilles, s'allier, se combattre tour à tour, dans une course effrénée aux prébendes et aux postes de commande (si on peut dire, des pouvoirs discrétionnaires étant en fait dévolus au haut commissaire).

par démagogie

Le PASOCO (parti socialiste comorien) réclame l'indépendance totale immédiate et dénonce vigoureusement auprès des masses paysannes la colonisation. Ces mots d'ordre vont rencontrer l'approbation croissante de la population par leur justesse, si bien que les partis au pouvoir vont être obligés, par démagogie, de les reprendre à leur compte de peur de voir les électeurs se détourner d'eux.

Au cours des derniers mois, on a assisté au renversement du chef de gouvernement, le prince Saïd Ibrahim, à la démission de son successeur, le prince Jaffar, à la dissolution de la Chambre. Et voilà aujourd'hui, portés au gouvernement par la population sur leur engagement de négocier immédiatement l'indépendance, ceux qui hier encore, déjà au pouvoir, faisaient le jeu de la France.

Bah, après tout, la France a-t-elle vraiment intérêt à s'accrocher à ces quelques blocs de lave ? On comprend les féodaux, les profiteurs, les colons, qui passeraient un mauvais quart d'heure, vu le degré de conscience atteint par la population, n'était-ce la présence des forces répressives françaises. Mais le gouvernement français... ?



Erreur. Les Comores sont un pion indispensable dans son dispositif militaire, particulièrement aujourd'hui où cette route du Cap voit l'infiltration des Russes et des Chinois (Yemen, Somalie, Tanzanie, sont déjà contaminés) et où les récents événements de Madagascar remettent en cause l'équilibre des forces et rendent bien précaire la présence militaire française. Imaginez en plus des Comores « rouges » juste en face du Mozam-

bique où les colons portugais se font mener la vie dure par les guérilleros du Frelimo. Non, pas de ça !

Aussi toutes les canailleries seront bonnes pour maintenir la domination française. Poussant tantôt le pion UDC, tantôt le pion RDPC, suscitant le soi-disant mouvement séparatiste de Mayotte, qui veut « rester » française ! posant ensuite comme condition à l'indépendance un référendum ille par île (pourquoi pas pour la Bretagne ou l'Occitanie alors) en espérant qu'au moins Mayotte restera dans ses filets — comme ça on pourra l'installer, cette base navale dont on rêve depuis longtemps — l'impérialisme français mène son sale petit jeu aux dépens du peuple comorien.

Ahmed Abdallah, qui vient d'être désigné comme chef du gouvernement, est accouru à Paris le 8 janvier. Il est mandaté par la Chambre pour négocier l'indépendance. Que va-t-il rapporter dans sa valise, le 27 janvier ? L'accord signé par Pompidou ? ou bien quelques petits millions pour « désamorcer » la situation et « apaiser » quelques consciences ? Suspense. Je vous conseille d'avoir l'œil.

Ginette PIGEON ■

un boutiquier chez le Négus

A DEFAUT de pouvoir jouer les gendarmes du monde, Pompidou pousse ses pions dans une région où on se bouscule un peu. Qu'on en juge : l'Union soviétique est implantée en Irak et en Somalie ; la Chine populaire travaille sans tapage en Zambie, en Tanzanie, dans l'océan Indien ; Israël et l'Arabie Saoudite font bon ménage en Ethiopie ; la présence des Etats-Unis est prépondérante sur tout le pourtour de la mer Rouge ; enfin, les Anglais, bien qu'ayant évacué Aden, ont des intérêts judicieusement disséminés.

La France, elle, s'accroche aux quelques arpentés de sable et de barbelés du Territoire des Afars et des Issas, qui pourrait bien devenir, avec la réouverture du canal de Suez, une des principales stations-service de cette partie du globe.

Et c'est pourquoi Pompidou devait bien une visite à l'empereur d'Ethiopie, Haïlé Sélassié, qui prétend renoncer à Djibouti. En effet, le « Roi des Rois », monument de sagesse et grand prêtre de l'Unité africaine, préfère, pour le moment, l'actuel équilibre des forces sur la mer Rouge et la présence française à la corne orientale de l'Afrique, plutôt qu'un conflit ouvert avec la Somalie (qui convoite aussi le territoire), et qu'une annexion difficile contre une population hostile... Il lui suffit, en somme, d'une Erythrée.

A Addis-Abeba, il s'agissait, pour la France, d'assurer les arrières de sa colonie-croupion, de conforter le statu quo, en nouant avec l'Ethiopie des liens de « coopération » qui résistent aux vents de l'Histoire.

On a parlé littérature, folklore et complémentarité culturelle ; on a surtout parlé gros sous. Maurice Schumann en personne est venu examiner avec le Premier ministre du Négus la meilleure manière d'imbriquer deux économies que des intérêts bien compris « appelaient à s'harmoniser ». Les dossiers étaient prêts ; l'ambassade française à Addis ne chôma pas depuis quelques mois.

En fait, l'implantation économique et technologique de la France en Ethiopie se réduit jusqu'ici à bien peu de choses si on la compare à celle des Etats-Unis, du Japon, de l'Italie, de l'Allemagne de l'Ouest. La clé de l'opération qui a conduit Pompidou à Addis-Abeba est tout entière dans l'octroi de conditions exceptionnelles de crédit au royaume : allongement de la période de remboursement, taux d'intérêt particulièrement favorable, et même financement de dépenses locales... Sans cet effort, la France ne peut valablement rivaliser d'influence vers les principaux tenants de l'aide à l'Ethiopie : la Banque mondiale, les USA, l'URSS, la Chine de Pékin.

Ce type de prêt accordé, on peut espérer l'aboutissement de négociations déjà bien avancées sur le plan techni-

que. Ainsi, l'« arrachage » du plus important contrat du pays dans les cinq ans qui viennent pour l'installation à Derba (à 80 kilomètres de la capitale) d'une cimenterie qui produirait 200.000 tonnes par an, projet que présente Creusot-Loire Entreprises en concurrence avec les sociétés Marubeni (Japon) et Ital-Implanti (Italie). De même, l'aménagement d'un complexe agro-industriel à Aoussa (maïserie, glucoiserie, huilerie, légumes, élevage), valant une trentaine de millions de francs, auquel travaille depuis 1967 la Société d'Etudes Techniques et d'Entreprises Générales (la SODETEG). Cette société française est en lice actuellement avec la Coutinho-Caro (allemande). D'autres projets pourraient encore venir au premier plan : malterie, brasserie, abattoirs, hôtellerie, etc.

Intéressant plus directement le Territoire Français des Afars et des Issas, le gouvernement français a offert de réaliser à Djibouti une raffinerie dont la production sera de 2.000.000 de tonnes par an, gérée par une société franco-éthiopienne. La raffinerie construite par les Soviétiques et mise en service en 1967 à Assab, port principal de l'Ethiopie, s'avère en effet de trop faible capacité.

Pour Djibouti, les avantages seraient énormes : une telle réalisation assurerait l'avenir industriel du territoire, surtout si elle se doublait d'un ensemble d'exploitation pétrochimique. Outre les emplois nouveaux ainsi créés, elle apporterait une activité nouvelle au port et permettrait la rentabilisation des installations portuaires nouvellement mises en service. Elle offrirait un attrait supplémentaire aux grandes compagnies pétrolières. Par ailleurs, le transport du produit brut aiderait peut-être à améliorer la situation financière fâcheuse que connaît le chemin de fer franco-éthiopien se garde Djibouti.

Le port de la possession française est d'évidence en position favorable après la découverte récente de pétrole dans l'Ogaden par la société américaine Teneco...

Cependant, le projet est combattu par les nationalistes éthiopiens comme par les Américains qui voudraient construire leur propre raffinerie dans le pays. Enfin, en matière d'équipement militaire, on envisage le dépassement du protocole intergouvernemental de 1967 portant sur 50 millions de francs en armes légères, autos-mitrailleuses, bâtiments préfabriqués, hélicoptères Alouette, vedettes... C'est ainsi qu'en aidant l'armée la plus forte du continent africain sur le dos du peuple d'Erythrée, Pompidou se garde Djibouti.

S'il n'a sans doute pas les moyens de sa stratégie mondiale, si décidément il n'aura jamais le sens de l'épique, notre président, dans le voisinage des princes et des rois, se comporte, au moins en boutiquier avisé.

René LANARCHE ■

aux mains des banques

« A QUI APPARTIENT PARIS » (1).
(Claude Bourdet - Editions du Seuil)

UN livre référence. En tant que conseiller PSU de Paris, Claude Bourdet a, nous le savons bien ici, mené une action inlassable, pour essayer d'imposer un certain nombre de transformations. Qu'il n'y ait guère réussi n'est pas fait pour nous étonner. Les institutions parisiennes sont telles que la capitale est la plus démunie non seulement de toutes les villes de France, mais aussi de toutes les capitales du monde, en matière d'institutions démocratiques. Le premier mérite de l'ouvrage de Claude Bourdet, est de décrire cette situation et de la situer dans son contexte historique, et dans la politique présente du pouvoir. La France jacobine, a donné à la capitale des pouvoirs exorbitants, par rapport à la province, à l'ensemble du territoire national. Mais dans le même temps, elle a tout fait pour que Paris n'ait aucune identité, en termes de collectivité, et qu'il ne puisse s'opposer au pouvoir central. Cette attitude vient de loin et Claude Bourdet a raison d'en montrer les racines historiques profondes. Mais elle n'a cessé de s'aggraver, république après république, le summum

étant atteint par celle qui nous régit. Depuis la Commune, la bourgeoisie française redoute les mouvements parisiens. A priori pourtant, elle n'a plus raison de les craindre. Depuis de longues années — et le départ vers la périphérie de la population ouvrière, ne peut que favoriser le mouvement — Paris vote à droite. Mais la crainte panique subsiste. D'où le statut particulier de la capitale. Cette situation ne pourra changer que si l'extrême centralisation des pouvoirs est remise en cause profondément. A une condition, c'est que contrairement à ce que fait le pouvoir — ou contre — on évite de tomber dans le piège de la rivalité Paris-province et que l'un comme l'autre, comprennent qu'ils doivent être libérés du même pouvoir stérilisant. Je laisse volontairement de côté tous les problèmes posés par l'existence d'un pouvoir central qui exerce son oppression, sur les régions en général, mais plus particulièrement sur celles où se posent des questions liées à l'existence de minorités nationales. Claude Bourdet n'aborde pas ces questions, l'objet de son ouvrage étant la situation de Paris lui-même. Mais, ce n'est pas sans raison, qu'il

a insisté sur les aspects institutionnels. Car c'est à leur abri, que la V^e République a procédé au développement d'une misère à l'encan, sans précédent, de l'espace urbain de la région parisienne, au profit des grands groupes mobiliers et de leurs financiers, les grandes banques d'affaires.

l'urbanisme des affairistes

De ce point de vue, l'ouvrage de Claude Bourdet constitue une véritable source. Refusant l'anecdote, refusant même ce qui est plus méritoire, de s'appuyer sur les scandales que tout le monde connaît, et qui ont à juste titre ému l'opinion, Claude Bourdet décrit avec une précision et une minutie impressionnantes, tous les mécanismes qui permettent depuis quelques années, aux grandes banques, d'instaurer leurs lois. Je dis bien les leurs. Car il ne s'agit pas seulement des lois du marché dans un système capitaliste, mais bien de la prise en main par un groupe de banques de toute l'urbanisation parisienne. Les exemples abondent : du marché de la Villette, au non-respect du schéma directeur de la région parisienne, en passant par les opérations de rénovation du XIII^e ou du XX^e, totalement détournées de leur sens premier. Il ne s'agit pas de la bonne ou mauvaise volonté des hommes impliqués. Même pas de leur courage ou de leur honnêteté personnelle. Simplement à partir du moment où ils ac-

ceptent les règles du jeu — pensant parfois pouvoir les infléchir — élus, fonctionnaires de tout niveau, représentants des pouvoirs publics, se trouvent dans l'impossibilité de contrôler le devenir de la région, sont amenés à se déjuger, maquillent les cartes, tantôt tristement, tantôt avec allégresse. La démonstration, s'appuyant chaque fois sur les exemples nécessaires, est implacable. D'autres problèmes pouvaient et devaient encore être abordés : la police à Paris, le système hospitalier, les transports, etc. Claude Bourdet les signale ; ou les développe, mais partiellement. Souhaitons qu'ils fassent l'objet d'un nouveau volume. Compte tenu de la qualité du premier, notre camarade nous le doit. Retenons simplement, et pour l'heure, la conclusion de son ouvrage, que nous faisons nôtre : « Il est incroyable que les Parisiens ne sachent que gémir contre la politique imbécile qui règne dans leur ville, en matière d'urbanisme de logements, de transports, etc., ou contre les prévarications et les scandales qui se multiplient, il est incroyable qu'ils portent les mêmes forces au pouvoir, qu'ils continuent à ignorer les causes réelles de la mauvaise gestion de la ville et de son exploitation par les banquiers, il est incroyable qu'ils continuent tout en gémissant, à consolider une structure absurde qui fera l'étonnement des historiens de l'avenir. » Peut-être pourrions-nous décider qu'il est temps de changer...

Christian GUERCHE ■

(1) En vente à la librairie « TS » : 29 F.

télévision

bonne nuit les petits

Et d'abord un petit fait charmant. Le journal de la première chaîne, « vingt-quatre heures dernière », boucle son édition, il y a quelques jours de cela, sur une séquence présentant le film nouveau « Les flics ne dorment pas la nuit ». Soucieux de sa chute, le jeune présentateur ne put s'empêcher de dire, devinez quoi ? « Les flics ne dorment pas la nuit : c'est leur devoir. Eh bien il est temps de faire le vôtre. Bonne nuit à tous ; et dormez bien ». Il est drôle, non, ce petit fait ?

L'O.R.T.F. dit « bonne nuit ». Depuis Noël et ses guirlandes aux génériques, le souhait se répète. Avec des histoires d'abord. « Les Rois Maudits », « Les Thibault », « Les gens de Mogador », « Balsamo », et « La porteuse de pain » sur la troisième chaîne, « Les Monroe », et « L'Homme de fer ». Comme il reste quand même un peu de place sur les antennes depuis le début du mois, trois ou quatre nouvelles émissions de variétés ont fleuri. Mais surtout « le luron du Dimanche », par ce sympathique Thierry, une émission « variée » de rien du tout, un faux journal télévisé où l'on s'amuse avec l'actualité, où l'on chante entre les séquences. Un exemple concret qui renseigne sur le niveau de

l'émission : le 14 janvier, Thierry le Luron présenta un comique caricaturant un paysan aveyronnais venu assister à un match de rugby à Toulouse. Le comité de sauvegarde du Larzac a réagi : « il est scandaleux, alors même que Michel Debré exproprie 587 personnes vivant sur 103 exploitations agricoles, il est scandaleux que l'O.R.T.F. amuse le téléspectateur d'une façon aussi fautive. » L'imagerie par-ci, le folklore par-là : on n'en sort pas. On n'en sort pas. Reste, bien sûr, les magazines d'information, et la « culture » diffusée après 22 heures... L'Office n'a jamais tant voulu nous faire avaler ses émissions « spéciales culture », « spéciales informations », « spéciales loisirs », chacune de nature bien spécifique. Dans la vie, les choses ne se passent jamais ainsi : on s'instruit en s'informant, on s'informe en se cultivant, on s'amuse en se cultivant et on s'informe en s'amusant. vouloir faire ces émissions strictement par genres, et qui plus est en forçant sur le genre variétés, c'est couper les gens de la réalité. C'est les abêtir en ne donnant qu'une vision parcelaire des choses. Et c'est aussi les diviser : variétés pour le « grand public », information pour tous et « culture » pour les couche-tard...

Anne VATTIER ■

CRITIQUE SOCIALISTE revue théorique du P.S.U.

- des arguments sur les questions de fond pour la campagne;
- un instrument de diffusion des analyses du P.S.U.

Les 9 n^{os} disponibles 30 F (au lieu de 43)

Principaux thèmes traités :

- n° 2 contrôle ouvrier - hiérarchie des salaires - conquête de l'Etat ;
- n° 3 utilisation capitaliste des machines - développement en Algérie ;
- n° 4 confrontations sur le P.C.F. - le cadre de vie ;
- n° 5 « Il Manifesto » - le capitalisme américain - les femmes ;
- n° 6 les nationalisations pour le P.C.F. - le Chili et la Bolivie ;
- n° 7 les qualifications pour le P.C. - l'urbanisme - la bureaucratie ;
- n° 8 le conflit d'Evian - les paysans - travailleurs - la Chine ;
- n° 9-10 l'autogestion - syndicat et révolution - les crises d'identité collective - le prolétariat - produire pourquoi ?
- envoyez 30 F aux Editions SYROS, 9, rue Borromée, 75015 Paris - C.C. n° 19 706 28 Paris

histoire d'une révolution



TOLLER, une pièce de Tankred Dorst.

ECRIRE la pièce intitulée *Toller* (1) fut pour Tankred Dorst une occasion d'analyser sa propre position par rapport aux forces politiques qui sont celles de notre temps. Il avait retrouvé par hasard un texte oublié où un écrivain, allemand comme lui, Ernst Toller, racontait ce moment où sa vie fut comme prise en écharpe par l'événement politique qui l'a porté, lui, un poète de vingt-cinq ans, à la tête d'une révolution en train de se faire.

Ce texte oublié et la pièce de Tankred Dorst qui prend appui sur lui se sont imposés à Patrice Chéreau dès cette période de sa vie (1969-70), où il a pris ses distances avec la scène française et trouvé au Piccolo Teatro de Milan un extraordinaire lieu de travail et d'exigence.

Co-directeur du TNP implanté à Villeurbanne, il reprend l'œuvre de Dorst et en propose une mise en scène enrichie par une réflexion politique, dont, depuis quatre ans, on peut suivre le cheminement, d'une réalisation scénique à une autre.

révolution hasardeuse

Les événements rapportés par Tankred Dorst sont conformes à la réalité historique. La révolution qui avait échoué à Berlin, écrasée par les forces conjuguées

du gouvernement social-démocrate et de l'Etat-major allemand, s'est imposée, un mois durant, en Bavière.

Nous étions au mois d'avril 1919. Kurt Eisner, président du gouvernement provisoire qui s'était substitué à celui de Louis III de Wittelsbach en fuite et devait faire élire l'Assemblée Constituante qui pourvoirait la Bavière d'un gouvernement légal, est assassiné, probablement sous la pression de ses adversaires politiques, les socialistes majoritaires prêts à se rallier aux forces de l'ordre. Les amis d'Eisner durcissent alors leurs positions et proclament la prise du pouvoir par une République des Conseils qui, résolument anticapitaliste, n'a pas l'espoir de se maintenir sans l'appui du parti communiste.

Le rêve d'une Bavière qui se séparerait du vieux monde qu'est l'Allemagne et, de façon plus générale, l'Europe de l'Ouest, et qui inventerait sa vie sous la protection non oppressive de l'U.R.S.S. et de la Hongrie, est en train de prendre corps.

Car cette révolution bavaroise n'est pas d'inspiration communiste. Ceux qui l'ont faite et qui se partagent le pouvoir exécutif sont pour moitié des anarchistes et des socialistes indépendants — c'est-à-dire révolutionnaires et ayant opéré leur scission par rapport aux socialistes réformistes.

Forts qu'ils sont d'avoir déclenché un vaste mouve-

ment de masse, ils ne demandent aux communistes que de consolider leur action. Le parti communiste dépêche alors un spécialiste de la pratique révolutionnaire, Léviné (Michel Auclair). De ses estimations dépendra l'entrée des forces anticapitalistes dans la lutte.

utopie et jeux de miroirs

L'estimation de Léviné n'est naturellement pas favorable. La révolution de Bavière a été faite par des intellectuels, par ces gens dont on a dit, il n'y a pas si longtemps en France, qu'ils étaient capables de faire jaillir des étincelles qui font voir, mais non d'assurer un mouvement de masse sur des bases solides.

Dans la mise en scène de Chéreau, les révolutionnaires au pouvoir se rassemblent dans l'ancienne chambre de la reine de Bavière : marbres roses et blancs, colonnes et statues, et l'enfilade interminable des pièces multipliées par des miroirs. Bien que l'électricité ait été coupée et qu'on s'éclaire avec des lampes de poche, c'est à ces miroirs que les intellectuels s'affrontent plus qu'ils ne s'affrontent à des hommes vivants. Parmi eux, Toller, leur président, se regarde être le grand homme du jour. Maître des mots et de l'enthousiasme, il n'oublie pas ce reflet de lui, saisi dans les glaces, même quand, se

promenant dans les rues, il essaie de se rapprocher d'un peuple dont il ignore tout.

La mise en scène de Milan laissait planer un doute sur sa sincérité. Celle de Villeurbanne, qui confie le rôle à Sami Frey, affirme, par-delà son attitude de jeune bourgeois, son honnêteté. Dans la très belle scène qui l'oppose à Léviné récitant son manuel de révolutionnaire patenté, c'est cette honnêteté poussée jusqu'à l'absurde qui éclate : Oui, les « Conseils » organisés par Toller et ses amis ont essayé, dans le chaud de l'action, de prendre les mesures qu'il fallait par rapport aux banques ou à la propriété paysanne. Ils ont improvisé avec bonne foi, laissant par exemple en place les employés subalternes qui, quelques semaines plus tard, pressés de reculer leurs vies captives dans le sillage de leurs anciens maîtres, devaient être les principaux artisans de la contre-révolution.

Cependant, quand Léviné, qui s'est enfin décidé à engager les ouvriers hâtivement armés dans la lutte, se montre incapable d'éviter les meurtres inutiles et le massacre des otages, Toller ne cache pas sa douleur des violences stupides : c'est son visage de poète des barricades qu'on lui rend défiguré !

les pièges du réalisme

Cependant, et c'est en cela que la mise en scène de Villeurbanne prend un parti plus net que celle de Milan, l'homme de la réalité, le communiste Léviné n'est pas plus efficace que le poète Toller. Non seulement, il est intervenu trop tard (Eisner est assassiné le 21 février ; la République des Conseils est proclamée dans la nuit du 6 au 7 avril ; les communistes n'entrent dans l'action — grève générale du 14 avril — qu'une semaine plus tard), mais il intervient avec une vue fautive de la réalité. Si Toller rêve la révolution en train de se faire,

Léviné rêve celle déjà faite, sa révolution une fois pour toutes de 1917. Ancien combattant de la lutte révolutionnaire, il n'est plus capable d'en entreprendre une nouvelle ; les conditions du combat révolutionnaire ne sont jamais, pour lui, réunies ; ainsi s'enferme-t-il dans un immobilisme, qui est par avance un facteur d'échec.

Avec l'art qui est le sien, Chéreau a dessiné sur scène une troisième force, celle des marginaux, qui assistent, avec le même intérêt contestataire, le même goût de la violence impunie, aux prises de parole dictées par l'authentique désir de persuader des socialistes révolutionnaires, aux parades foraines montrant les champions des camps opposés comme des marionnettes, et à l'agression en pleine rue des revanches personnelles. De cette force ni Toller ni Léviné, cependant aux écoutes des masses qu'ils croient gouverner ne savent rien.

L'affaire se terminera mal : mille morts, parmi lesquels Léviné. Toller, cependant, récupéré par sa classe sociale — il est un bourgeois et un grand poète — ne fera que cinq ans de détention. Néanmoins le mouvement qu'il a déclenché et qui a imposé un mois durant ses vues utopiques mais généreuses, ne peut être considéré comme négatif.

Le spectacle de Chéreau n'est pas seulement un grand spectacle s'imposant au moyen d'images d'une étonnante beauté ; il est l'expression d'une pensée politique en mouvement.

Entouré par de très grands artisans du théâtre, Chéreau affirme son art personnel qui n'impose pas des vérités toutes faites, mais un mode de réflexion plongeant dans les contradictions mêmes des personnages se débattant avec eux-mêmes. Ainsi les projette-t-il étonnamment vivants sur le plateau et dans les mémoires.

Dominique NORES. ■

(1) Théâtre National Populaire (Villeurbanne).

le Vatican est vide



IL N'Y AURA PAS D'AUDIENCE. Le Très Saint-Père n'existe pas.

L'AUDIENCE, film italien de Marco Ferreri

UN film plus que politique, un film sur — je n'ose pas dire « vie » — notre survie. On y voit un brave petit-bourgeois (officier), bonne présentation, air sérieux, évoluer de l'inquiétude à la révolte, puis à la mort. Son crime ? Vouloir parler au Pape. Non pour « papoter », mais pour lui délivrer un message. Peu importe lequel, il suffit que cette parole ne soit pas insignifiante pour qu'elle mette en danger la hiérarchie.

Depuis le moment où, dans l'antichambre du Vatican, Amedeo (celui qui aime Dieu) déclare son intention de s'adres-

ser au Pape jusqu'à l'heure où, seul, usé, il ira mourir au pied de cette « maison privée » qu'il a cherché à rallier pendant cette heure et demie qui dure des mois pour Amedeo, on nous montre comment on assassine en beauté la brebis pas comme les autres, la brebis qui croit au berger, qui y croit au point de communiquer avec lui.

Quiconque a dû, doit toute sa vie attendre devant d'innombrables guichets, prendre vingt rendez-vous pour enfin avoir le droit de parler à la personne qui vous intéresse, qui s'est vu sanctionner, brimer, licencier sans pouvoir mettre la main sur le responsable, retrouvera dans Amedeo un porte-parole à tous les sens du terme.

Mais tout au moins, si nous avons des choses à dire, des idées à défendre, des causes à justifier, nous ne nous tournons pas vers une autorité suprême. Cette bonne vieille blague « Ah ! si le roi savait », « Ah ! si l'empereur avait un meilleur entourage », « Ah ! si Staline était au courant », etc., tout ça irait mieux !

Avec « L'Audience », on arrive au bout de la farce ; le très sérieux Saint Père n'existe pas. Dieu n'existe pas, aucune institution n'a d'autre fonction que de camoufler le vide grandiose de l'humanité enchristianisée, embrigadée, stalinisée. A supposer même que le Pape soit une personne, réelle, physique,

il est lui aussi prisonnier de la machine et ne pourra pas, même s'il le voulait, rencontrer le messager, l'Ange.

Mais pour avoir un but, Amedeo n'en est pas pour autant un maniaque : il mange, boit, il est coquet, il tient ses comptes d'argent et de temps, il « maquereaute » plus qu'un peu la belle prostituée (Claudia Cardinale) que la police vaticane lui a lancée dans les jambes. Et il semble apprécier les charmes un peu frelatés de Rome dans même ce qu'elle de baroque, de clinquant, de théâtral.

La beauté de l'assassinat (onctueusement ecclésiastique) qui est le fond du film s'appuie sur la douceur des ocres et des bleus jusqu'à la soirée fatale et finale où Amedeo peut mourir, puisque une autre victime se présente : un petit bourgeois, à l'air sérieux, qui veut parler au chef de l'Eglise. Mais l'Eglise, elle aussi est morte ; jusqu'à présent, on ne lui a pas dit pour ne pas lui faire de peine. Ce film, lui, le dit. Et peut-être que c'était ça, le message d'Amedeo.

Jacques THIBAUT ■

TEP

17, rue Malte-Brun, 20^e
Tél. 636.79.09

MARTIN LUTHER
ET THOMAS MUNZER
ou les débuts de la comptabilité
de Dieter Forte

autogestion :

une confrontation positive

Une force qui surgit

DECEMBRE 1972, TOULOUSE : devant les délégués du PSU réunis en leur 8^e Congrès, Victor Leduc et Maurice Najman, au nom des CIC et de l'AMR, après avoir salué le Congrès déclaraient souhaiter « le regroupement politique de tous les révolutionnaires partisans de l'autogestion socialiste ».

FIN JANVIER 1973, REGION PARISIENNE : sept meetings se tiendront à Paris et en banlieue, organisés à l'initiative de l'AMR, des CIC, et du PSU, sur le thème : « Capitalisme d'Etat ou autogestion socialiste ? »

Ces meetings ont été préparés par des discussions, non seulement au niveau national, mais aussi à la base, et orientées vers l'action, notamment grâce à des assemblées de militants des trois organisations qui tentèrent en commun de clarifier leur position sur l'axe central de l'autogestion.

Mais nous n'avons pas conçu ce regroupement comme une simple addition de forces politiques déjà existantes. Autour du projet autogestionnaire, le mouvement doit se restructurer pour donner naissance à une force révolutionnaire puissante.

C'est pourquoi nous avons voulu que ces meetings soient ouverts sans sectarisme à toutes les organisations politiques et syndicales qui, en France, se réclament de la gauche et de l'extrême-gauche.

Toutes furent invitées, peu d'entre elles acceptèrent le débat public. Certaines nous ont ignoré : PCF, CGT ; d'autres nous répondirent négativement : LO, Ligue communiste. Le dialogue s'engagera avec ceux (CFDT, CERES, ORA) qui viendront en ce début février 73 débattre avec les militants présents à ces meetings.

Mais l'autogestion socialiste ne doit pas être simplement pour nous un projet de militants. C'est une espérance inscrite dans les luttes des masses populaires. C'est pourquoi, en popularisant ces meetings, les militants de l'AMR, des CIC et du PSU poseront autour d'eux, sur les lieux de travail, dans les quartiers, les écoles et les lycées, les questions aujourd'hui, décisives : « Qui contrôle ? Qui décide ? »

Emmanuel CAROUBE ■

- Mardi 30 janvier, 20 h. — Cinéma Ménil-Palace, 38, rue de Ménilmontant, Paris (20^e).
- Dimanche 4 février, 10 h. — Cinéma Barbès, 34, boulevard Barbès, Paris (18^e).
- Mardi 6 février, 20 h. — Salle du 1^{er}-Mai, Grand Ensemble, Massy (94).
- Mercredi 7 février, 20 h. — Cinéma des Bourguignons, 4, rue Bourdarie-Legure, Asnières (92).
- Vendredi 9 février, 20 h. — Centre Socio-Culturel, Gagny (93).
- Mardi 13 février, 20 h. — 44, rue de Rennes, Paris (6^e).
- Vendredi 16 février, 20 h. — Gymnase (salle A.-Laplace), rue A.-Laplace, Créteil (94).

Deux cents participants se sont retrouvés le week-end dernier lors de la Rencontre nationale sur le thème : « Autogestion et Révolution socialiste » organisée par 4 revues. Militants politiques ou syndicaux, hommes et femmes engagés dans des combats qui leur paraissent se situer dans la ligne d'un socialisme autogestionnaire, tous ceux qui étaient là ont travaillé pour que cette rencontre dépasse le strict cadre d'un débat théorique et constitue le point de départ d'une force politique nouvelle.

La présence lors de ces deux journées de militants politiques du PS et du CERES, de la Ligue Communiste, du PSU, des CIC, de l'AMR, d'Objectif Socialiste, de Vie Nouvelle et de militants syndicaux de la CGT, de la CFDT et de la FEN, prouve s'il en était besoin que les clivages d'aujourd'hui ne sont pas forcément significatifs. Nous publions cette semaine la déclaration finale des quatre revues organisatrices.

EN tenant sur le thème « Autogestion et Révolution socialiste » une rencontre nationale largement ouverte aux militants et aux organisations qui inscrivent leur action ou leur réflexion dans la ligne du socialisme, les revues « Autogestion et socialisme », « Critique socialiste », « Objectif socialiste » et « Politique aujourd'hui », entendaient contribuer au débat qui est maintenant ouvert sur la voie du socialisme autogestionnaire.

une stratégie

Le mouvement de Mai 1968 a montré qu'il existe dans ce pays non seulement des militants mais des forces sociales considérables qui entendent passer à l'offensive contre le système capitaliste et le détruire. La lutte anticapitaliste se traduit par un faisceau de revendications qui doivent être satisfaites par le pouvoir. Mais le mouvement social manifeste aussi un ensemble d'aspirations qui concernent la nature même du pouvoir. Les luttes qui se sont développées depuis plusieurs années, tant dans l'entreprise, dans les quartiers et sur la terre, parmi les jeunes ou les femmes, montrent une volonté de contrôler son propre travail et toute sa vie, une volonté de se réapproprier ce qui est utilisé par une petite minorité pour son profit et sa domination. Un tel mouvement social passe nécessairement au plan politique, c'est-à-dire à la mise en cause du pouvoir et du régime. Il lui faut alors, sous peine d'échouer ou d'aboutir à son contraire, s'exprimer à travers un projet, une stratégie. Il échouera en effet si ce mouvement reste éclaté, dispersé en des révoltes certes

significatives, mais incapables en elles-mêmes de créer les conditions d'une révolution socialiste. Il aboutira à son contraire si le nouveau régime qu'il contribue à faire naître, crée de nouvelles formes d'exploitation et d'oppression : par une bureaucratie d'Etat, la dictature d'un parti ou certaines fractions de la bourgeoisie qui s'estiment injustement écartées du régime actuel.

Encore faut-il que le socialisme autogestionnaire devienne un véritable projet politique : sinon l'autogestion restera une utopie sympathique, un rêve généreux, et les travailleurs, découragés, n'auront plus qu'à se ranger derrière des organisations qui achèteront leur docilité au prix de quelques réformes, y compris telle ou telle mesure de « participation » que l'on baptisera autogestionnaire pour le besoin de la cause.

Ce projet ne se définit pas dans l'abstraction : il nécessite la confrontation des luttes, des expériences et des idées. La confrontation doit s'élargir au-delà des frontières : à partir des luttes ou de la recherche de nouvelles formes d'organisation, des problèmes du même type qu'en France se posent dans plusieurs autres pays, notamment européens. Mais elle doit s'approfondir en France même, entre les militants et les organisations directement concernées par le mouvement social et son débouché politique. Une prise de conscience s'effectue déjà parmi les travailleurs ; elle se développe aussi à travers les luttes des jeunes, des femmes, de minorités ethniques. Une force politique s'esquisse peu à peu, sur la base du socialisme autogestionnaire, dans un contexte où la question du régime est effectivement posée à un moment où le gaul-

lisme s'effondre et où le pays peut envoyer une majorité de gauche au parlement en mars 1973.

Le colloque organisé par nos quatre revues s'est efforcé de contribuer à l'élaboration du projet que nécessite la construction d'une force révolutionnaire et autogestionnaire. Ses débats ont porté d'abord sur l'analyse des luttes actuelles, dans leur forme et leur contenu, car elles sont nécessairement à la base de toute réflexion sur l'autogestion. Ils ont porté ensuite sur les trois données fondamentales de tout projet qui fait de l'autogestion l'axe de la transformation sociale qui pourra commencer quand aura pris fin la domination politique de la bourgeoisie :

L'entreprise : La modification des conditions de travail au profit des travailleurs implique l'appropriation collective des moyens de production, mais elle demande en même temps la mise en cause de la hiérarchie, du type de produits, de l'organisation générale de la production.

Le pouvoir d'achat : Il ne s'agit pas de faire fonctionner l'Etat bourgeois par les mandataires des travailleurs, mais de jeter les bases d'un nouveau type de pouvoir, dont les travailleurs seront directement la source, appliquant eux-mêmes les décisions qu'ils prennent.

La transformation des rapports sociaux : Elle n'est pas une sorte de récompense de la révolution socialiste ; elle est la condition essentielle de son triomphe. C'est pourquoi elle doit être engagée au départ même du processus révolutionnaire.

une espérance

Les rapports et les interventions ont permis de préciser ces questions et les perspectives ouvertes. La rencontre des 20 et 21 janvier aura ainsi fourni aux militants et aux organisations socialistes des éléments pour un débat qui doit se poursuivre. Aujourd'hui le régime de Pompidou n'arrive pas plus à dissimuler la crise du système capitaliste qu'à la résoudre. Une espérance est en train de naître chez les jeunes et les travailleurs. Pour qu'elle se réalise, il faut abattre le régime en place. Pour qu'elle ne soit pas déçue, il faut donner tout son sens au mouvement social qui commence. Dans une société telle que la nôtre, le socialisme autogestionnaire est la voie concrète de la révolution socialiste pour l'émancipation effective des travailleurs. Cette voie doit être ouverte, explorée, défendue dès maintenant si l'on veut que la crise du régime serve à la construction d'un autre avenir, où la liberté ne sera pas un vain mot. ■

OBJECTIF 400 000 F

N'attendez pas qu'un bon semblable à celui-ci vous soit présenté pour verser à la souscription (CCP Paris 14.020.44). Découpez celui-ci et retournez-le 9, rue Borromée, Paris (15^e). Vous pouvez également commander des carnets.

Fédération : _____ Section : _____
 Nom : _____ Profession : _____
 Adresse : _____ par _____
 Somme recueillie : _____

Parce que vous êtes d'accord avec eux, ou tout simplement parce que vous estimez qu'ils ont droit à la parole, je vous demande d'aider les candidats du P.S.U. à faire les porte-parole du socialisme autogestionnaire. Et d'avance, je vous remercie de votre geste.

M. Rocard

MICHEL ROCARD - Secrétaire National



souscription
 •
 législatives
 • 73 •

REÇU
 LA SOMME DE
 10 F
 de M. _____



9 rue Borromée Paris 15
 CCP-PARIS- 14.020.44

pour le PSU
 (signature du collecteur)